

Som maire

Plouigneau informe

78

numéro

édo	p 2 à 5
danse à Plouigneau	p 6 et 7
parc éolien	p 8 et 9
jumelage	p 10 et 11
la gazette	p 12 à 14
infos	p 14 à 17
les mariés	p 18
état-civil	p 19
économie	p 20
paillage	p 21
culture	p 22 à 24
histoire et patrimoine	p 25
action sociale	p 26 et 27
page de l'opposition	p 28
conseils municipaux	p 29 à 31
impôt et justice	p 32

édo
Plouigneau, une politique
ambitieuse pour la jeunesse

p2

"Se fier à la jeunesse" **Fénelon**. "Si jeunesse savait, si vieillesse pouvait..." **Henri Estienne**. "Qu'as tu fait de ta jeunesse?" **Verlaine**. "Cueillez votre jeunesse" **Ronsard**.

Le constat est limpide...

Economiquement la période est extrêmement difficile. Pour les jeunes la conséquence est immédiate : trouver une place sur le marché de l'emploi tient du parcours du combattant.

Socialement l'évolution de la société entraîne une fragilisation de la famille. Les désunions sont de plus en plus nombreuses et les situations de monoparentalité deviennent fréquentes.

L'addition de ces deux éléments bouleverse les rapports familiaux et explique en grande partie le pessimisme presque pathologique, qui caractérise notre pays.

Réflexion de fond
Dans les priorités d'actions d'une collectivité locale, l'organisation de la vie sociale occupe une place particulière. A fortiori lorsqu'il s'agit des forces de l'avenir, c'est-à-dire de la jeunesse.

La municipalité a décidé d'engager une réflexion de fond sur le sujet, pour dégager une ligne directrice d'aide aux jeunes. Laurence Dirou, dont vous pourrez lire par ailleurs l'interview, a été chargée de la méthodologie de cette réflexion.

Déjà en charge de la direction de la Maison des Enfants créée à l'initiative de Joseph Urien et de Christiane Péron, Laurence Dirou après consultation de toutes les parties concernées, a établi un rapport, validé par les élus, sur la base de 8 principes :

- _ Une politique de la jeunesse concernant tous les jeunes de la commune.
- _ Une politique adaptée aux différentes tranches d'âges.
- _ Une volonté de rendre visible cette politique.
- _ Une mobilisation des services de la collectivité en faveur des jeunes.
- _ Une recherche du territoire le plus pertinent en matière de projet et d'action.
- _ Le choix de favoriser l'accès aux actions à ceux qui en bénéficient le moins.
- _ Une conception collective de ce projet jeunesse.
- _ Une évaluation effectuée en enrichissant l'expérience du groupe des acteurs.

Plouigneau Une ambitieuse politique pour la Jeunesse

Les buts

Les buts de cette politique se déclinent sur trois axes principaux :

Faciliter le passage de l'adolescence à l'âge adulte.

L'adolescence est un âge difficile tout le monde le sait. C'est fréquemment un moment de la vie où chacun construit sa personnalité en s'opposant (aux parents, aux institutions, aux règles de la société...). Le projet a pour ambition d'aider les jeunes à une meilleure compréhension du monde en y facilitant leur insertion.

Développer les animations encadrées :

une ouverture culturelle et un accès aux loisirs pour tous. La culture au sens large est un passeport pour l'avenir, il est primordial de contribuer à la transmettre au mieux aux nouvelles générations.

Renforcer le rôle des parents : en les rencontrant pour expliquer et débattre avec eux des démarches entreprises pour leurs enfants.

Les moyens

Pour exister toute politique a besoin de moyens, et tous les moyens ont un coût. La municipalité a décidé d'investir massivement pour assurer le succès de cette politique jeunesse.

L'ancien cabinet dentaire de la rue de Bedernau se trouvant mis en vente, les élus ont saisi cette opportunité pour en réaliser l'acquisition. Situé à proximité immédiate de la Maison des Enfants, il permettra à Laurence Dirou, chargée de la direction des deux structures, de superviser les deux établissements.

Monsieur Jallais, architecte, met la dernière main au dossier de rénovation et d'extension du bâtiment. L'investissement total entre achat et travaux se monte de manière prévisionnelle à 252.812,12 € dont 227.812,12 € supportés par la commune, le surplus soit 24.500 € étant assuré par des subventions de la communauté d'agglomération, de la CAF et du Conseil Général.

S'y ajoutent pour partie le coût et les charges d'entretien d'un mini-bus nécessaire aux déplacements des participants à ces établissements pour la jeunesse.

Mais qui dit moyens dit également charges de fonctionnement pour permettre une animation pertinente et pérenne de cette nouvelle entité. L'embauche d'un animateur au moment de l'ouverture est donc actée.

Au total une grande ambition pour notre jeunesse et une volonté affirmée de la municipalité de lui faire confiance en reprenant le mot de Fénelon (1651-1715) : "La jeunesse ressent un plaisir incroyable lorsqu'on commence à se fier à elle".

Rollande Le Houérou, Maire

Interview Laurence Dirou ...

L'ignacien. Laurence Dirou vous êtes déjà en charge de la direction de la Maison des enfants, pouvez-vous vous présenter en quelques mots et nous décrire votre parcours professionnel à Plouigneau ?

J'ai commencé à travailler à l'Accueil de Loisirs de Plouigneau en 2000, à ce moment là j'étais professeur de danse à Plestin-les-Grèves, Saint-Thégonnec, Gouesnou et Plouigneau pendant l'année scolaire et animatrice dans les centres de loisirs et les colonies de vacances pendant les vacances. Cet attrait pour l'animation me vient de mon père qui était directeur de colonies de vacances.

Donc de l'été 2000 à l'été 2002, j'étais directrice de La Maison des Enfants pendant les vacances scolaires car j'avais déjà obtenu mon BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Direction), diplôme indispensable pour cette responsabilité. Durant l'été 2002, M. Urien m'a proposé de devenir la responsable de l'animation sur la commune, j'ai donc accepté son offre avec plaisir et je suis en poste à Plouigneau depuis...

Pour pouvoir être de plus en plus professionnelle, j'ai passé les concours de la fonction publique territoriale, d'abord le concours d'adjoint d'animation et ensuite celui d'animateur.

L'ignacien. La municipalité de Plouigneau ayant décidé d'amplifier sa politique en faveur de la jeunesse et vous ayant chargée de la genèse du projet, pouvez-vous nous définir la méthode que vous avez choisie pour établir votre rapport ?

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse que nous avons contractualisé avec la CAF, nous devons effectuer un diagnostic de territoire, ce diagnostic a été l'occasion de se pencher sur la place des jeunes dans notre Commune.

Il y a effectivement à Plouigneau 25 % de jeunes de moins de 25 ans. Nous avons une structure enfance pour les 3 - 11 ans qui semblent convenir aux besoins des parents mais pour les jeunes nous avons un fonctionnement et des locaux qui nous permettent de les accueillir uniquement pendant les vacances scolaires et des jeunes motivés pour monter des projets. Voilà le constat suite à cet état des lieux.

La municipalité a donc décidé de créer un groupe de réflexion autour de la politique jeunesse de la commune, ce groupe est constitué de M^{me} Le Maire, de la secrétaire générale de mairie et de son adjointe, de l'animatrice enfance - jeunesse ainsi que des élus.

En collaboration avec ce groupe de réflexion, j'ai donc écrit un projet politique jeunesse pour 2012 à 2015.

L'ignacien. A quelles tranches d'âge cette politique jeunesse s'adresse-t-elle ?

A toutes les jeunesse de notre territoire et plus particulièrement aux 12 - 25 ans avec une partie plus animation pour les 12 - 15 ans et une partie information et soutien aux projets pour les 16 - 25 ans.

L'ignacien. Quelles sont les idées force du projet ?

Faire en sorte que les jeunes trouvent leur place dans leur commune et qu'ils puissent s'y épanouir pour devenir les citoyens de demain. Ce projet a pour ambition de laisser les jeunes s'exprimer dans leur commune tout en leur apprenant à la respecter et à vouloir peut-être s'y installer un jour...

L'ignacien. Bien que les prévisions soient difficiles en la matière, pouvez-vous estimer la force d'attraction que cette politique pourrait exercer sur les jeunes de Plouigneau ?

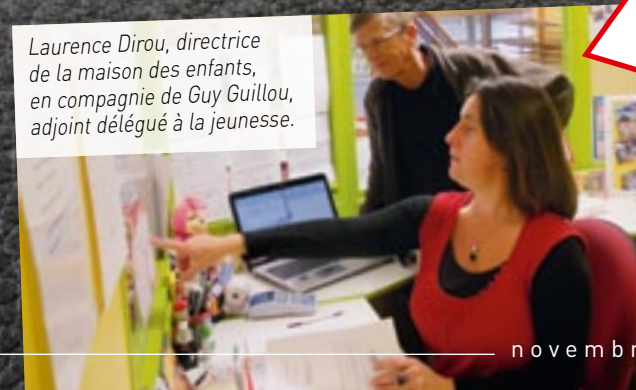
Il serait bon que les jeunes se sentent écoutés et surtout entendus par les politiques sur leurs envies, leurs besoins et leur bien-être afin de se sentir acceptés dans leur Commune avec leurs différences et leurs idées...

Je ne parlerais pas de force d'attraction mais de bien-être sur notre commune qui ferait que les jeunes aient envie de s'investir dans la vie de celle-ci afin d'avoir envie d'y vivre...

L'ignacien. A quelle date peut-on espérer l'ouverture de cette Maison des Jeunes ?

La Maison des Jeunes qui n'est, rappelons-le, qu'un moyen parmi tant d'autres au service de la Politique Jeunesse, devrait ouvrir ses portes (si tout se passe comme prévu) pour l'été 2013.

Laurence Dirou, directrice de la maison des enfants, en compagnie de Guy Guillou, adjoint délégué à la jeunesse.



vie associative Danse à Plouigneau

Plouigneau "Lord of the dance" ?

On pourrait le croire à la découverte des chiffres.
Ça swing, ça hip hop, ça gavotte, ça country...
à Plouigneau.

* Plouigneau "Seigneur de la danse ?"

Pratiquement 600 adhérents
s'adonnent aux joies de la danse
sur notre commune.

La danse est devenue un phénomène
de société, à mi-chemin entre
divertissement artistique et activité sportive.

Découvrez les quatre associations
principales qui drainent des adeptes
de la gambille et qui vous attendent pour vous
aider à vous relaxer et à protéger votre santé.

Les amis de la danse bretonne

Fondée en 1986 par Christiane Péron et Odette Mingam, cette association actuellement présidée par cette dernière, comporte en outre dans son bureau :

_ Trésorier : Yves Kervella / Secrétaire : Alain Bernard
_ Membres : Odile Cudennec, Alice Lapous, Roger et Claude Beniset.

L'initiation et le perfectionnement aux danses bretonnes constituent l'objet de l'association. Celle-ci adhère à la fédération Kendalc'h qui s'est donnée pour mission de proposer des formations de danses et de broderie.

Les cours sont assurés tous les lundis, à la salle du foyer rural à partir de 20 h pour les débutants et de 20 h 30 pour les initiés.

Jean et Alice Kerivin en assurent la direction. En 2012, l'association compte 110 adhérents dont 50 de Plouigneau. Elle organise un fest-noz une fois par an, offre à ses membres pour Noël une galette et un mini fest-noz à la Saint-Jean. Pour 2012 - 2013 les danses du terroir Plou-gastel, seront au programme.

Contact : Odette Mingam, 02 98 67 77 89
e-mail : odette.mingam@wanadoo.fr

Funny Country Plouigneau

Toute jeune association fondée en 2011, elle répartit son activité :

_ Sur Plouigneau, un cours pour les novices (+ de 1 an) au Foyer Rural le mercredi de 19 h à 20 h 30
_ Sur Botsorhel un cours pour les débutants le lundi à la salle des fêtes, de 20 h 30 à 22 h
_ Sur Garlan à la salle des fêtes, un cours pour les débutants le vendredi de 19 h à 20 h 30.

L'association compte 60 membres dont une vingtaine de Plouigneau.

Contact : Nadine Laurent, 06 03 05 06 37

Extrava'Dance

Egalement de fondation récente, Extrava'Dance fonctionne avec l'organigramme suivant :

_ Présidente : Gaëlle Maltis
_ Trésorier / Trésorière adjointe : David et Patricia Courtois
_ Secrétaire / Secrétaire Adjointe : Marie-Noëlle Carlo et Marie-Claude Vaillant
_ Professeur : Nathalie Laureaux

L'association propose l'apprentissage de diverses danses d'origines très diversifiées :

_ **Modern Jazz** : dynamique, endurante, énergique. Elle met l'accent sur le style et la personnalité tout en incluant la technique. On la retrouve dans les vidéo-clips actuels (à partir de 9 ans).

_ **Hip-Hop** : rencontre entre plusieurs danses de rue, Breakdance, popping, locking, boogaloo etc... Cette danse réclame une bonne condition physique et un investissement important au niveau de l'énergie (à partir de 9 ans).

_ **Coupe décalé** : en provenance de Côte d'Ivoire. Mélange festif entre Ragga et sonorités africaines modernes. Se relâcher, se détendre et en même temps se dépenser et bouger (à partir de 12 ans).

_ **Danse Bollywood** : dérivé de la danse indienne classique vers un style plus moderne et occidental. Tout en gardant la base traditionnelle, mélange de différents styles tels : hip-hop, jazz, danse orientale etc... Esthétique et colorée (à partir de 6 ans).

_ **Danse orientale** : comprend de nombreuses danses folkloriques, Sharqi, Baladi et est aussi nommée "danse du ventre". Souplesse, sensualité, tonicité. Reconnue comme l'une des plus anciennes danses du monde (à partir de 15 ans).

L'association compte actuellement 170 adhérents dont une centaine de Plouigneau.

Contact : Gaëlle Maltis : 06 32 14 13 42
e-mail : extravadance.plouigneau@gmail.com



Planning des cours 2012 / 2013

Jazz / Funk . Adultes . Mardi de 20 h 15 à 21 h 15
19 ans et + . Samedi de 15 h 45 à 16 h 45
9 - 14 ans . Dimanche de 13 h 30 à 14 h 30
15 - 18 ans . Dimanche de 14 h 30 à 15 h 30

Hip-Hop . Jeudi de 17 h 45 à 18 h 45 / Samedi de 18 h 15 à 19 h 15
Dimanche de 17 h 15 à 18 h 15

Orientale . Jeudi de 20 h 45 à 21 h 45

Coupe-décalé . Adultes . Mardi de 21 h 30 à 22 h 30
12 ans et + . Samedi de 17 h 15 à 18 h 15

Bollywood . 6 - 11 ans . Samedi de 14 h 45 à 15 h 45
12 ans et Adultes . Dimanche de 16 h 15 à 17 h 15

Temps'Danse

Bien en place depuis 1986, époque à laquelle elle a débuté par la GRS, jusqu'en 1994 date où la gymnastique rythmique et sportive a été remplacée par les cours de danse Modern'jazz. Cette association présente une santé florissante. Sous la houlette de Christelle Rebours, professeure, ces cours ainsi que ceux d'aérobic sont proposés à la salle de danse du complexe sportif, selon le planning (voir encadré). Suite au conseil d'administration du 10 septembre 2012, le bureau de l'association se compose de la manière suivante :

_ Présidence : Renée Madec / Secrétaire : Sylviane Hoël
_ Trésorière : Valérie Jouy-Mintec
_ Secrétaire adjointe : Isabelle Siohan
_ Membres : Bénédicte Le Bars, Murielle Quéré, Yannelle Ripoll, Jessica Gueguen, Lauriane Madec, Carole Le jeune, Sophie Morvan.

L'association compte 250 membres dont 160 de Plouigneau.

Contact : Renée Madec, 02 98 67 73 87

e-mail : asso.tempsdanse@sfr.fr

Les tarifs trimestriels - 2012 / 2013

En 2012 / 2013, les cours d'aérobic dure 45 min au lieu de 30 min

Aérobic . 45 mn : 40 €

Abattement par famille, 2 personnes, - 3 €

Aérobic . 2 séances de 45 mn : 64 €

Abattement par famille, 3 personnes, - 10 €

Danse . 45 mn* : 42 €

Abattement par famille, 4 personnes, - 15 €

Danse . 1 heure : 45 €

Danse + aérobic . 45 mn : 80 €

Danse + aérobic . 2 séances de 45 mn : 100 €

* Cours réservés aux enfants de 6 à 8 ans

Planning des cours 2012 / 2013

Aérobic . Lundi et mardi de 19 h 15 à 20 h
Adulte débutant . Lundi de 20 h 15 à 21 h 15
Adulte inter . Mardi de 20 h 15 à 21 h 15

Le Mercredi . 6 ans de 14 h à 14 h 45 . 7 ans de 15 h à 15 h 45
8 ans de 16 h à 16 h 45
9 - 10 ans de 17 h à 18 h et de 18 h 15 à 19 h 15
Adulte avancé de 20 h 30 à 21 h 30

Le Vendredi . 11 - 12 ans de 18 h à 19 h . 15 - 16 ans de 19 h 15 à 15 h 45

Le Samedi . 12 - 14 ans de 11 h à 12 h et de 14 h 30 à 15 h 30
17 ans et + de 12 h 15 à 13 h 15

De gauche à droite en haut : Sophie Morvan, Jessica Guéguen, Lauriane Madec, Valérie Jouy-Mintec, Yannelle Ripoll, Carole Le Jeune, Christelle Rebours, Renée Madec, Sylviane Hoël, Murielle Quéré
Absentes le temps d'une photo : Bénédicte Le Bars et Isabelle Siohan



Les amis de la danse bretonne, le 1 octobre 2012



Funny Country Plouigneau

Yvon Hervé, président de la communauté d'agglomération avec Bernard Le Vaillant, 1^{er} adjoint.

Cette manifestation à laquelle participaient M. Yvon Hervé, Président de la Communauté d'Agglomération, M^{mes} Sylvaine Vulpiani, Conseillère Régionale et Joëlle Huon, Conseillère Générale, constitue tout un symbole.

Le symbole de la course à l'énergie...

Tout le monde sait aujourd'hui que les énergies fossiles sont épuisables et en cours d'épuisement. Tout le monde sait également que le maintien de notre niveau de vie dépend des énergies.

... et de leur renouvellement.

Cette inauguration officialise en quelque sorte la contribution de notre commune à l'effort gigantesque que toute la nation va devoir accomplir dans les décennies à venir pour pallier la disparition du tout pétrole et à terme prévoir le remplacement du nucléaire.

Toutes les parties ont intérêt lié dans ce grand dessein :

Les collectivités qui doivent mettre en place les conditions juridiques permettant le développement de systèmes de production énergétique innovants, et contribuer à en faire accepter les inconvénients éventuels (impact visuel, bruit en cas de vents forts) et les industriels qui doivent découvrir les innovations nécessaires et trouver les financements adaptés.

L'équivalent, hors chauffage, de la consommation électrique de 8.300 foyers

Chacun est alors dans son rôle. L'Etat et les collectivités en mettant en place les conditions nécessaires à une indépendance énergétique, et les entreprises en produisant les richesses et les emplois qu'elles seules peuvent créer. Précisons à ce sujet, en levant l'ambiguïté qui transparait parfois dans certains discours, que ces cinq éoliennes ont été financées intégralement par des **fonds privés** : apports de fonds propres de Falck Energies et prêt bancaire.

L'équivalent, hors chauffage, de la consommation électrique de 8.300 foyers produit (soit grosso modo la population du canton de Plouigneau), la réduction de 5.400 tonnes environ d'émission de CO2 par an : ces cinq éoliennes auront bien mérité de la patrie.

BLV

Inauguration du parc éolien de Ty-Ru

Le 19 septembre dernier, Rollande Le Houérou, maire, a officialisé la mise en exploitation du parc éolien de Ty-Ru en baptisant avec une bouteille de cidre du cru, l'un des cinq mâts de 84 mètres, sous les yeux de M. Federico Falck, Président de la sas Falck Energies Renouvelables, qui honorait cette cérémonie de sa présence.

Le parc éolien est baptisé avec une bouteille de cidre du cru par Rollande Le Houérou, maire.

M. Federico Falk, président de la SAS Falck Energie Renouvelables

jumelage

36 ans d'amitié franco-allemande



10



Merci à tous
par la réussite de la semaine
franco-allemande 2012 !

C'est en effet un long
parcours sans faille depuis avril 1976,
date à laquelle des jeunes
du LEPA Sainte-Marie, se sont rendus
pour la première fois à Bedernau.

Nul ne pouvait alors imaginer
que 36 ans plus tard, des liens aussi forts
uniraient toujours nos 2 communes.
C'est ainsi qu'un groupe de 40 Allemands
dont 15 jeunes ont été accueillis
à Plouigneau du 3 au 9 août derniers.
Cette longévité assez exceptionnelle
pour un jumelage résulte d'un
investissement sans relâche des uns
et des autres.

Le comité de jumelage

Le comité de jumelage travaille toute l'année pour faire vivre cette amitié. Réunions au cours desquelles sont élaborés au mieux les programmes, les bals dont les recettes permettent au jumelage municipal de s'autofinancer, temps forts comme la semaine allemande qui a nécessité cette année une participation active et remarquable de 35 bénévoles.

Les familles d'accueil

Les familles d'accueil toujours très fidèles, dont le nombre dépasse souvent les demandes, comme cette année. Elles font toujours le maximum pour recevoir au mieux les hôtes.

Le relais des Jeunes

Le relais des Jeunes de Plouigneau qui favorisent les échanges entre jeunes Allemands et jeunes Français en organisant des activités adaptées à leur âge, activités liées



**Au mois de juin, un jeune
de Garlan, par le biais
du jumelage a effectué
un stage dans une entreprise,
à proximité de Bedernau**

à la mer chez nous et à la montagne chez eux. C'est encourageant pour l'avenir du jumelage qui devient indispensable pour l'ouverture de nos jeunes, à l'heure de l'Europe et du monde. Au mois de juin, un jeune de Garlan, par le biais du jumelage a effectué un stage dans une entreprise, à proximité de Bedernau, dans le cadre de ses études d'ingénieur. Il a été hébergé par les familles de Bedernau.

La population

La population qui reste fidèle à ces échanges. Malgré les nombreuses disparitions de part et d'autre depuis 36 ans, le nombre de personnes présentes à l'office religieux du dimanche ou aux activités de la semaine, est étonnant et encourageant pour les responsables du comité de jumelage, à Plouigneau transparaît un fort attachement à ce jumelage.

Les municipalités

Les municipalités qui ont toujours soutenu ce jumelage. Les nombreux cadeaux témoignent de cette amitié réciproque. Notamment, cette année, vous pouvez voir dans le hall de la mairie, une petite table équipée de legos pour faire patienter vos enfants. Elle a été confectionnée par Lothar Schuster, le fils de la présidente allemande et menuisier de métier.

Françoise Le Harzic, La Présidente



Quelques photos de la semaine franco-allemande 2012...



11

repas annuel du CCAS...

Le rendez-vous annuel du respect des aînés, de la convivialité et de la bonne chair. Le repas a, cette année, été servi par le Restaurant du Clos Lywen.

la gazette

ALSH, le temps béni des vacances

La maison des enfants à Saint-Thois

12



La fête pour Laurence

Jardins fleuris

Au gré des découvertes d'une journée enchantée.



Kermesse 2012 de Lannelvoëz

Jeux et joie pour tous.



Ecomusée fête du lin

Tébéo et des faucheurs émérites (Armand Foll et Michel Le Jeune).



Pétanque adaptée, un énorme succès



André Couloigner reçoit la coupe des mains de Guy Guillou, adjoint aux sports.

Le 22 septembre dernier, la pétanque ignacienne, présidée par Franck Bossard, a organisé un énorme concours de pétanque dans l'esprit des jeux paralympiques qui ont eu lieu dernièrement à Londres. Concours organisé avec l'aide de l'association des Genêts d'Or. Cette manifestation a connu un énorme succès avec plus de 220 équipes engagées.

Multisports de l'école de la Chapelle du Mur



En août dernier a eu lieu l'inauguration du terrain multisports de l'école de la Chapelle du Mur, en présence de Madame le Maire et de Loïc Le Gall. Une réalisation très attendue.

Vallée des Saints, la famille Ploudy réunie aux pieds de Saint-Idy

La famille Ploudy, qui a financé en grande partie le coût de la statue de Saint-Idy, s'est retrouvée à Carnoët pour admirer l'œuvre du sculpteur, accompagné de Marie-Thérèse Hardy et de Guy Guillou.



Expo de l'été à la mairie une franche réussite

Les tableaux de Nadine Salaün et de Christine Quéré, ainsi que les sculptures de Bertrand Urien ont trouvé preneur pour nombre d'entre eux.



Hommage aux combattants de la guerre d'Indochine au Monument aux Morts

Comme chaque année hommage a été rendu par les anciens combattants et les élus.



Exposition sur la guerre d'Algérie

Sous la direction de François Kervarrec, une exposition très détaillée sur la guerre d'Algérie a été inaugurée par Rollande Le Houérou et Ernest Amisse. Une rétrospective très bien réalisée qui dès l'ouverture a reçu la visite d'un nombreux public dont un grand nombre de jeunes scolarisés.





Pors an Doas Goûter des familles

Le 23 juin, l'association Yaouankiz Gwechall présidé par Yves Thomas, a organisé un après-midi d'animation à la maison de retraite avec notamment le groupe de chanteur Zelta Puil, le tout rythmé par le son de l'accordéon de Béatrice Picart.



Une chorale généreuse

Indépendamment de la joie du chant, la chorale Cantarelle s'est donnée pour but altruiste d'améliorer les conditions d'accueil des enfants hospitalisés et de leurs parents dans les services. En juin 2012, la chorale a remis divers chèques d'un montant total de 6.000 € aux cadres de santé des services pédiatriques des hôpitaux de Brest et Morlaix, en présence d'élus locaux dont Rollande Le Houérou.



Au centre, Marie-Thérèse Clec'h, présidente de Cantarelle

_ Devinette



Qui est en compagnie de M^{me} Hascoet sur cette photo d'après guerre des écoliers de la Chapelle du Mur ?



infos



Respectons l'environnement et gardons notre commune propre

Tout comme nous, vous constatez parfois des problèmes au niveau de la gestion des déchets sur notre commune. Les bacs qui débordent, des déchets verts dans les sacs jaunes, les dépôts sauvages... Ces problèmes sont parfois dus à l'incivisme et parfois à la méconnaissance des règles de collecte. Aussi, Morlaix communauté souhaite vous rappeler certaines de ces règles.

Quand dois-je sortir ma poubelle ?

- _ La veille au soir, si la collecte a lieu le matin (à 6h).
 - _ en début d'après-midi (13h), si la collecte a lieu dans l'après-midi
- * OM = Ordures Ménagères ** CS = Collecte Sélective

Où déposer mes bouteilles et pots en verre ?

Des colonnes à verre sont présentes sur la commune : au garage Renault (sur ancienne N12), à la Chapelle du Mur, à Lanleya, à la Croix Rouge, sur la parking face à la maison de retraite, route de Guerlesquin, rue Maurice Genevoix, rue Tanguy Prigent, à St-Didy pont SNCF, à St-Didy Parc ar Miliner, à St-Didy près de la chapelle, à St-Eloi, au terrain de sport (les dépôts doivent se faire entre 6h et 22h, pour limiter les désagréments sonores pour les riverains).

Que puis-je mettre dans le sac jaune ?

Les papiers (journaux, magazines), les boîtes de conserve et canettes, les briques alimentaires de lait ou de soupe, les bouteilles plastiques (les bouteilles d'huile sont autorisées), les flacons plastiques de shampoing, les produits ménagers... (! les pots de yaourt, crème fraîche, beurre allégé et les barquettes, emballages... ne sont pas autorisés dans les sacs jaunes). Les sacs jaunes sont fournis gratuitement par Morlaix communauté et distribués 1 fois/an à votre domicile, ils sont également disponibles en mairie. Les sacs sont exclusivement réservés aux déchets recyclables, tout autre usage est formellement interdit (si vous avez trop de sacs jaunes, vous pouvez les ramener en mairie).

Que faire de mes encombrants ?

Des collectes en porte à porte sont programmées pour les gros encombrants. Une inscription préalable auprès du service déchets (au 02 98 15 25 24) est nécessaire une semaine avant la collecte. En attendant, les encombrants tout comme les gros cartons, la ferraille, les gravats, le bois, les produits dangereux et les déchets verts sont à déposer en déchèterie.

Quels sont les horaires de la déchèterie la plus proche de Plouigneau ? Morlaix

- _ du lundi au samedi : 9h à 12h et 14 h 17 h (18h : Printemps/été)
- _ le dimanche : 10h à 12h

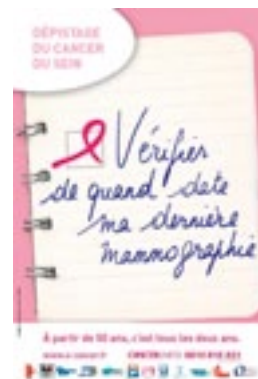
N'hésitez pas à demander au gardien des conseils sur les déchets autorisés en déchèterie. Il existe un règlement de déchèterie consultable sur site, demandant entre autre de contacter le service en cas de dépôt de nature ou volume anormal.

Où puis-je acheter un composteur pour mon jardin ?

Morlaix communauté vend des composteurs pour 19 € (uniquement par chèque), aides de l'ADEME et Morlaix communauté incluses.

Disponible au service déchets : 5, rue Jean Riou à Morlaix
Pour toute question concernant la gestion des déchets sur notre commune, n'hésitez pas à contacter le service collecte des déchets de Morlaix communauté (02 98 15 25 24).

Le dépistage organisé du cancer du sein



Pour la septième année consécutive la MSA d'Armorique, partenaire de l'INCA (Institut National du Cancer), participe à la campagne de promotion du dépistage du cancer du sein.

Le dépistage organisé permet aux femmes de 50 à 74 ans de bénéficier tous les deux ans d'une mammographie prise en charge à 100 %. Cet examen est le seul moyen de détecter des cancers aux tous premiers stades de la maladie. Aujourd'hui plus de

9 femmes sur 10 guérissent du cancer du sein, grâce à un traitement précoce. Il est donc essentiel de participer au dépistage dès 50 ans.



Plan Local d'Urbanisme

Monsieur Bellec, commissaire enquêteur désigné, effectuera ses permanences à la mairie pour l'enquête publique sur le plan local d'urbanisme, conformément au calendrier ci-après :

- / Mardi 30 octobre à 9 h / Samedi 10 novembre à 9 h
- / Jeudi 15 novembre à 14 h / Lundi 19 novembre à 14 h
- / Vendredi 30 novembre à 14 h

Dépistage organisé du cancer du sein - mode d'emploi :

- _ une lettre d'invitation au dépistage est adressée tous les deux ans, aux femmes âgées de 50 à 74 ans
- _ il suffit alors de prendre rendez-vous chez une radiologue de son choix
- _ le radiologue examine et réalise une mammographie complète
- _ les clichés sont relus une seconde fois par un radiologue expert

La mammographie est prise en charge à 100 % par la MSA, sans avance de frais.

Planning 2012 / 2013 Salle de danses

Horaires	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
9							
10	Ecoles	Ecoles		Ecoles	Ecoles		Yoga (1 dimanche par mois, les autres, répétition spectacles)
11						Temps'Danse	
14	Gym						
15	Ecoles	Ecoles		Ecoles	Ecoles		
16							
17			Temps'Danse			Extrava'Danse	
18	Extrava'Danse			Extrava'Danse			
19							
20	Temps'Danse	Temps'Danse	Extrava'Danse	Yoga	Temps'Danse		
21			Temps'Danse				
22				Extrava'Danse			

Occupation occasionnelle du complexe sportif

Salle réservée pour les spectacles à compter du 15 juin 2013

— Danse . du 15 au 30 juin 2013 . répétitions danse du 14 au 16 juin, plateau couvert
— Tennis de table . le 25 août 2013
— USP . vide grenier le 31 mars 2013
— Voyage et culture . Arts créatifs le lundi après-midi (PC annexe salle pétanque)

Planning 2012 / 2013

Complexe sportif

Horaires	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8					Lepa	Tennis	Tennis
9	Lepa	Lannelvoëz	Lepa	Lepa	Saint-Marie		
10	Saint-Marie				Lannelvoëz		
11	Lepa	Saint-Marie		Saint-Marie			
12							
13							
14	Lepa	Saint-Marie	Basket	Saint-Marie	Lannelvoëz	Basket	
15	Lannelvoëz <i>(3^e trimestre)</i>	Lannelvoëz		Lannelvoëz			
16	Sainte-Marie <i>(1^{er} et 2^e trimestre)</i>						
17							
18		Basket			IME de Trévidy		
19							
20	Badminton	Lepa (Loisirs)	Basket (loisirs)	Badminton	Basket		
21							
22							

Planning 2012 / 2013

Hall des sports

A la fin de cours, la salle est libre pour l'activité suivante

Horaires	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8							Tennis
9	IME de Trévidy	IME de Trévidy		Tennis	Lannelvoëz	IME de Trévidy	
10		Lannelvoëz Lanleya	IME de Trévidy	Saint-Marie			
11	Lannelvoëz						
12	Tennis (Loisirs)	Tennis (Loisirs)		Tennis (Loisirs)	Tennis (Loisirs)	Tennis (Loisirs)	
13							
14	IME de Trévidy (Ménage)	Lannelvoëz		Lannelvoëz	Lepa	Basket	
			Lepa	Lepa		Lannelvoëz	
15	Lepa <i>(du février à mai)</i>	IME de Trévidy					
16	IME de Trévidy <i>(de sept. à fev. + juin)</i>						
17	Tennis						
18							
19							
20							
21		USP Tennis <i>(du 15/11 au 28/02)</i>					
22							

Foyer rural

— Lundi . matin : ménage / 20 h - 22 h : danses bretonnes
— Mardi . 19 h - 20 h : Club féminin de gymnastique / 20 h - 22 h 30 : Extrava'Dance
— Mercredi . 13 h 30 - 18 h : club du 3^e âge / 19 h - 22 h : danse country
— Jeudi . 19 h - 20 h : club féminin de gymnastique
— Vendredi . matin : ménage

Salle de pétanque

— Mercredi après-midi : Amicale Jeux et Pétanque
— Jeudi après-midi : Club du 3^e âge
— Vendredi après-midi : Pétanque et Loisirs
— Samedi après-midi : Pétanque Ignacienne
— Dimanche après-midi : Pétanque Ignacienne

les mariages de l'été

18



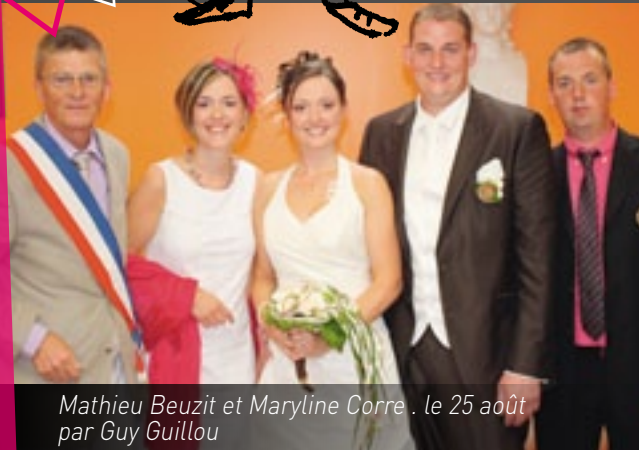
Ronan Le Cam et Julia Briant . le 7 juillet
par Rollande Le Houérou



Serge Ricou et Gwenaëlle Le Jeune . le 7 juillet
par Rollande Le Houérou



Christophe, Olivier Laizné et Morgane Gaouyer . le 21 juillet
par Françoise Le Harzic



Mathieu Beuzit et Maryline Corre . le 25 août
par Guy Guillou



Ollivier Prigent et Kristell Guillerm . le 8 septembre
par Béatrice Picart



Mathieu Cazoulat et Anaïs Cosson . le 28 juillet
par Philippe Le Basque



Tanguy Le Houérou et Stéphanie Quillevere . le 11 août
par Rollande Le Houérou

état-civil

Naissances ← Juin

- _ Le 4, Romy Pleyber 4, rue Guy de Maupassant
- _ Le 13, Camille, Clémence Rault
10, impasse de la Croix Rouge
- _ Le 15, Maïwenn Néa 19, Rue de la Gare
- _ Le 28, Laly Tirilly Pont ar Guerveg Luzivilly
- _ Le 30, Léo Guéguen
31 ter, avenue du Maréchal Leclerc

Décès ←

- _ Le 12, Denise Morin, Veuve Jégou
Coat Don, 77 ans
- _ Le 16, Yves Le Guen
Résidence de Pors An Doas, 79 ans
- _ Le 17, Léone Thomas épouse Le Jeune
46, avenue Maréchal Leclerc
- _ Le 25, Jean Le Bihan
Résidence de Pors An Doas, 89 ans

Naissances ← Août

- _ Le 1^{er}, Ina, Anita, Josette Tavenec
3, rue Jules Ferry
- _ Le 4, Katell, Marie, Anne Santier Pouligou
- _ Le 6, Calie Le Goff 6, impasse de la Lande
- _ Le 13, Lohan Le Bonniec Kerstrad Izella
- _ Le 14, Chloé Dafniet Guerguinou

Mariages ←

- _ Le 11, Tanguy Le Houérou et Stéphanie Quivillere
41, rue de la gare
- _ Le 25, Mathieu Beuzit et Maryline Corre
41, rue de la gare

Décès ←

- _ Le 23, Jean, François Garion
Pen ar Parc Hir, 80 ans

Naissances ← Septembre

- _ Le 2, Yaouen, Alexandre, Benjamin Rivoilan
1, impasse des Genêts

Mariages ←

- _ Le 8, Ollivier Prigent et Kristell Guillerm
Créac'h Kellec

Décès ←

- _ Le 5, Yvonne Guyomarch Veuve Morvan
Résidence de Pors An Doas, 102 ans

Naissances ← Juillet

- _ Le 9, Tim-Aël Nicol 6, Impasse des Genêts
- _ Le 13, Aenor, Nine, Aziliz Drevillon
7, rue Paul Sérusier

Mariages ←

- _ Le 7, Ronan Le Cam et Julia Briant Saint-Eloi
- _ Le 7, Serge Ricou et Gwenaëlle Le Jeune
6, rue du Petit Pré à Hillion
et résidant 17 bis, rue de Lannelvoëz à Plouigneau
- _ Le 21, Christophe, Olivier Laizné et Morgane Gaouyer,
22, vallée de Kerzent à Kersaint-Plabennec
et résidant 40, rue de Kerbriand à Plouigneau
- _ Le 28, Mathieu Cazoulat et Anaïs Cosson
14, hameau de Landebec à Fouesnant
et résidant 3, rue Frédéric le Guyader à Plouigneau

Décès ←

- _ Le 7, Marie, Françoise Prigent épouse Le Goff
4, rue du 9 août, 73 ans
- _ Le 13, Francine, Marie Rihouay
Résidence de Pors an Doas, 90 ans
- _ Le 18, Emile Masson 15, route d'Encremer, 81 ans
- _ Le 20, Anne Le Scour
Veuve de Manchec Jean-François
Résidence de Pors an Doas, 89 ans
- _ Le 27, Joseph Motreff Résidence de Pors An Doas
rue Théodore Botrel, 89 ans

Noces d'Or . 50 ans de mariage
Bernard et Jeanine Le Luyer . le 22 septembre 2012
par Rollande Le Houérou



19

économie

Découvrez vos entreprises communales

Elles ont du talent et constituent plus que jamais la colonne vertébrale de notre économie locale et de nos emplois !

(arithmétiquement, 1 emploi créé à Plouigneau = 30 à Brest) !

Frédéric Lavanant

Création et entretien parcs et jardins

Le Griben - Plouigneau Tél. 02 98 67 77 59

Port. 06 12 65 12 03 - mail : lavanantfrederic@voila.fr

Installé sur Plouigneau depuis janvier 2003, Frédéric Lavanant, paysagiste, propose ses compétences en création et entretien de parcs et jardins sur un rayon d'action de Roscoff à Plestin-Les-Grèves.

→ l'Activité

_ Entretien de jardins : entreprise agréée service à la personne : taux de TVA réduit et crédit ou réduction d'impôt.

_ Abattage, élagage, broyage de branches.

_ Terrassement, enrobé, maçonnerie du paysage.

_ Clôtures, engazonnement, abris de jardin.

Frédéric Lavanant emploie 2 salariés et 2 apprentis, et dispose de matériels (gros et petit) performants.



Direct'Cuisines

I ZA de Kervanon - Plouigneau - Tél. 02 98 78 82 79

Véronique et Luc Hervé sont actuellement en pleine installation dans une partie des locaux de Kabelis, près de l'échangeur.

Cuisinistes-concepteurs-décorateurs, ils étaient installés à Lanmeur depuis 2006, après avoir entamé leur parcours professionnel à Combourg (Ille-et-Vilaine).



Ty Pizz Restauration

ZA de Kervanon - Plouigneau

Tél. 09 80 71 81 55 (coût appel local)

Ouvert 7/7 midi et soir

(hors lundi soir et dimanche midi)

Jérôme Lamour, qui par ailleurs dirige le bowling (jeux et restauration à Saint-Martin-des-Champs) vient de créer sur Plouigneau, ce nouveau concept de restauration rapide, ouvert 7 jours sur 7, à l'exception du lundi soir et du dimanche midi.

→ Principe proposé

Restauration sur place ou à emporter (dans ce dernier cas avec réduction de 15 % le soir). Pizzas, entrées (salades diverses), plats chauds (viandes et poissons), paninis, desserts sont proposés à prix attractifs.

→ 2 menus types à l'affiche

_ 6 € . un sandwich + 1 dessert au choix + 1 boisson

_ 8 € . buffet entrées + 1 plat viande ou poisson ou sandwich + 1 dessert + 1 boisson

Livraison sur un rayon de 10 kilomètres.

Ty Pizz restauration emploie 2 à 3 salariés.

→ l'Activité

L'entreprise vend et pose en moyenne une centaine de cuisines par an sur un secteur géographique allant du Trégor costarmoricain au Léon.

Elle emploie 2 salariés et envisage d'en embaucher un 3^e. Direct'Cuisines propose des cuisines complètes (avec électro-ménager inclus) dans une gamme de prix débutant à 5.000 €. Elle assure également la réalisation de projets importants

Les maîtres-mots de Véronique et Luc Hervé sont efficacité, créativité et garantie de bonne fin des chantiers, sur des conceptions originales et adaptées, même dans des locaux difficiles à aménager.



Paillage

Le paillage une pratique qui se perd

"Une heure passée à pailler, c'est 10 h de moins à désherber, bêcher, sarcler, biner."

Avez-vous remarqué les va-et-vient des remorques pleines de déchets verts en déchèterie ?

Savez-vous que les ventes de paillis dans le commerce explosent ces dernières années ? Aberrant ?

Oui, si on pratique le paillage à la maison.

photo : Denis Répin

Avant d'entrer dans la technique, rappelons que le paillage consiste à couvrir la terre avec des débris végétaux.

C'est donc une façon de recycler ses déchets verts à domicile et ainsi diminuer le coût du traitement en déchèterie.

Saviez-vous qu'on produit plus de déchets verts que d'ordures ménagères ?

Le paillage a de multiples intérêts ! Le premier, le plus recherché, est de réduire les travaux besogneux liés à l'entretien du jardin. Ne dit-on pas : "une heure passée à pailler, c'est 10 h de moins à désherber, bêcher, sarcler, biner... ?" En effet, le paillage permet au sol de reconstituer son cycle naturel (il n'existe pas de sol nu dans la nature). Les organismes vivants, notamment les vers de terre, vont faire le travail à notre place (mélange, aération...).

La décomposition progressive du paillis va enrichir également le sol en humus et donc favoriser une croissance saine des plantes (légumes et fleurs). Tout cela,

bien sûr sans apport d'engrais minéraux néfastes pour l'environnement, en limitant notre consommation d'eau.

De plus, si l'on considère que ce paillis se trouve en grande quantité gratuitement dans nos jardins, que demander de plus ? A titre d'exemple, la tonte de pelouse, abondante en ce moment, va constituer un excellent paillis pour les cultures courtes, c'est à dire la plupart des légumes et les fleurs annuelles. On va utiliser les feuilles mortes et les tailles broyées (y compris le thuyas et les cyprès) pour pailler les plantes pérennes : fraisiers, framboisiers, rosiers et autres vivace par exemple. Alors, ne jeter plus vos déchets sinon vous allez en manquer...

Infos pratiques

- Ateliers gratuits pour apprendre le paillage, proposés par Morlaix Communauté sur l'ensemble des communes tous les semestres. A Plouigneau, le lundi 22 octobre 2012 de 10 h à 11 h 30 (lieu communiqué lors de l'inscription). Renseignements et inscriptions au 02 98 15 25 24
- Informations sur l'aide à la location d'un broyeur de végétaux (listes des enseignes et prix de location) au 02 98 15 25 24 ou www.agglo.morlaix.fr

“C’est une chose étrange à la fin que le monde”

Lettre sur la campagne romaine

— Chateaubriand
1768-1848

R

ien n’est comparable pour la beauté aux lignes de l’horizon romain, à la douce inclinaison des plans, aux contours suaves et fuyants des montagnes qui le terminent. Souvent les vallées dans la campagne prennent la forme d’une arène, d’un cirque, d’un hippodrome ; les coteaux sont taillés en terrasses, comme si la main puissante des Romains avait remué toute cette terre. Une vapeur particulière, répandue dans les lointains, arrondit les objets et dissimule ce qu’ils pourraient avoir de dur ou de heurté dans leurs formes. Les ombres ne sont jamais lourdes et noires ; il n’y a pas de masses si obscures de rochers et de feuillages, dans lesquelles il ne s’insinue toujours un peu de lumière. Une teinte singulièrement harmonieuse marie la terre, le ciel et les eaux : toutes les surfaces, au moyen d’une gradation insensible de couleurs, s’unissent par leurs extrémités, sans qu’on puisse déterminer le point où une nuance finit et où l’autre commence. Vous avez sans doute admiré dans les paysages de Claude Lorrain cette lumière qui semble idéale et plus belle que nature ? Eh bien, c’est la lumière de Rome !

Je ne me lassais point de voir à la villa Borghèse le soleil se coucher sur les cyprès du mont Marius, et sur les pins de la villa Pamphili plantés par Le Nôtre. J’ai souvent aussi remonté le Tibre à Ponte-Mole, pour jouir de cette grande scène de la fin du jour. Les sommets des montagnes de la Sabine apparaissent alors de lapis-lazuli et d’opale, tandis que leurs bases et leurs flancs sont noyés dans une vapeur d’une teinte violette et purpurine. Quelquefois de beaux nuages, comme des chars légers, portés sur le vent du soir avec une grâce inimitable, font comprendre l’apparition des habitants de l’Olympe sous ce ciel mythologique ; quelquefois l’antique Rome semble avoir étendu dans l’occident toute la pourpre de ses consuls et de ses Césars, sous les derniers pas du dieu du jour. Cette riche décoration ne se retire pas aussi vite que dans nos climats : lorsque vous croyez que ses teintes vont s’effacer, elle se ranime sur quelque autre point de l’horizon ; un crépuscule succède à un crépuscule, et la magie du couchant se prolonge. Il est vrai qu’à cette heure du repos des campagnes, l’air ne retentit plus de chants bucoliques ; les bergers n’y sont plus, *Dulcia linquimus arva* (Nous quittons nos douces campagnes) ! mais on voit encore les grandes victimes du Clitumne, des boeufs blancs ou des troupeaux de cavales demi-sauvages qui descendent au bord du Tibre et viennent s’abreuver dans ses eaux. Vous vous croiriez transporté au temps des vieux Sabins ou au siècle de l’Arcadien Evandre, (pasteurs de peuples) alors que le Tibre s’appelait Albula, et que le pieux Enée remonta ses ondes inconnues.

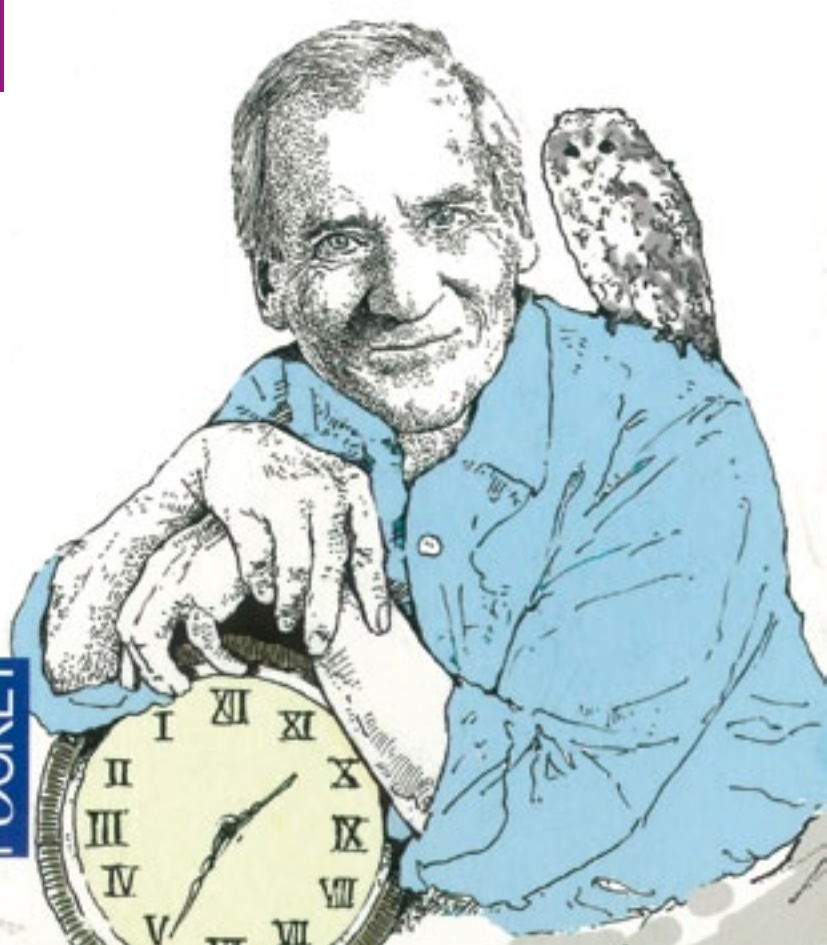
Le texte de Chateaubriand faisant référence à Claude Lorrain, on trouvera sur la page suivante une reproduction d’un tableau de celui-ci intitulé.... avec l’explication de cette œuvre.

Jean d’Ormesson

de l’Académie française

C’est une chose étrange à la fin que le monde

22



Ce premier vers d’un poème de Louis Aragon, est le titre d’un merveilleux livre de Jean d’Ormesson.

O

ui une merveille de culture, une merveille d’écriture suave, imprégnée du génie de la langue française, une merveille de réflexion existentielle sur la destinée humaine, et de son infinie petitesse dans l’immensité inconcevable de l’univers.

Bernard Le Vaillant

“Un beau matin de juillet, écrit l’auteur, je me suis demandé d’où nous venions, où nous allions et ce que nous faisons sur cette terre ? Pourquoi y a-t-il quelque chose au lieu de rien ?”

On ne peut parler de Jean d’Ormesson sans faire référence à Chateaubriand. En grande partie son maître à écrire.

Le texte qui suit est la démonstration de ce qu’est un génie de la littérature.

S

ecrétaire d’ambassade à Rome, Chateaubriand écrivit à son ami Fontanes, en janvier 1804, une Lettre sur la campagne romaine qui fut aussitôt publiée et figura plus tard dans le Voyage en Italie (1826). Après avoir décrit la désolation de ces campagnes, il évoque ici leur “inconcevable grandeur” pour qui les contemple “en artiste, en poète, et même en philosophe”.

C’est la partie centrale de la lettre, la plus belle : le peintre des “solitudes” américaines assouplit sa technique pour mieux rendre la pureté lumineuse du paysage italien, et son art nous paraît enrichi par le souvenir des paysagistes du XVII^e siècle (Le Lorrain, et sans doute Poussin) et par sa sensibilité d’humaniste qui s’émeut devant cette terre “demeurée antique comme les ruines qui la couvrent.”

23

Ulysse remet Chryséis à son père Claude Lorrain 1600-1682

Claude Gellée a volontiers accepté d'être surnommé "Lorenese" par les Romains, à un moment où le duché de Lorraine faisait encore partie de l'Empire et non de la France ; mais il était du bourg de Chamagne, qui relevait quant à lui de l'évêché de Toul, sous autorité Française, si bien que Lorrain était français. Arrivé dès l'âge de quatorze ans à Rome, qu'il ne quittera que pour deux courtes périodes à Naples et à Nancy, il fut l'ami de Poussin, avec qui il avait coutume de se rendre dans la campagne romaine pour dessiner des panoramas sur le motif. Peu instruit (à la différence de Poussin), il détenait toutefois un savoir diffus venu des conversations avec des membres de l'élite romaine, des exemples des monuments et des paysages qui lui procuraient une "véritable culture vécue du quotidien sur le mode poétique", a observé Jacques Thuillier, "d'où ce curieux mélange, propre à l'art de Claude, d'érudition dans le choix des sujets et de réalisme familial, parfois même touchant à la naïveté, dans la composition des personnages". Mais le sujet et le site ne sont que des prétextes : la naïveté poétique de Lorrain est transfigurée par l'audace de son parti, la représentation de la lumière à contre-jour, servie par une



Claude Lorrain (vers 1600-1682), "Ulysse remet Chryséis à son père" 1644, huile sur toile, 119 x 150 cm © Paris, Musée du Louvre

Claude Gellée, dit Lorrain ou le Lorrain (1600-1682), formé à Rome dans l'atelier d'Agostino Tassi, a été influencé par l'école de Bologne (Annibal Carrache, le Dominiquin), à laquelle il a pris son processus d'idéalisation du paysage. Il s'est rapidement singularisé par son don de l'analyse presque moléculaire de la réalité et par son goût pour les effets de lumière.

sensibilité et une technique infaillibles. Ulysse remet Chryséis à son père est un chef-d'œuvre du genre, exécuté pour Roger du Plessis de Liancourt, collectionneur français. Lorrain donne beaucoup plus d'importance à la représentation du port qu'au sujet inspiré de l'Iliade d'Homère. On aperçoit à l'arrière-plan, sur les marches du palais, la Troyenne Chryséis enlevée par les Grecs remise à son père par Ulysse. Au centre de la composition, un majestueux navire à contre-jour dans la lumière uniformément dorée est le véritable sujet principal.

Histoire et patrimoine La chapelle Saint-Mélar



La chapelle Saint-Mélar s'élève près de l'ancien chemin gallo-romain qui traversait Plouigneau du Sud au Nord, menant de Carhaix à Lanmeur. Le saint emprunta cette voie pour chercher refuge au château de Beuzit en Lanmeur, résidence du comte Commor, en vain car il y fut assassiné par les séides de son oncle Rivod.

Le lieu où se situe la chapelle, Coat Sao Pell, était au Moyen-Âge sous la surveillance du château voisin "Castel Coat ar Ferté", fief d'une importante seigneurie, dont on peut voir encore l'enceinte rectangulaire, bordée de douves et surmontée de sa motte féodale, type de construction devenue rare et heureusement conservée ici. Saint-Yves y séjourna à plusieurs reprises vers 1300 chez son hôtesse Plaisou de Pestivien veuve d'Henry de Charruel. La chapelle dépendait vraisemblablement de cette seigneurie.

Petit édifice rectangulaire, en ruines, elle mesure environ 5 m de long sur 3 m de large. Le chevet est plat et aveugle, la porte et la fenêtre nord sont en plein cintre et le campanile est encore debout. **Un pardon s'y célébrait le 2^e dimanche d'octobre, jusqu'en 1958. Les fidèles s'y rendaient autrefois, en procession au mois de mai pour les "Rogations". Les prières étaient alors destinées à protéger les troupeaux et les récoltes.**

En 1838, la chapelle appartenait à Pierre Coatanlem, elle est aujourd'hui la propriété de ses descendants. Son riche mobilier a été partiellement conservé. La table d'autel en pierre de Locquirec est toujours en place et un petit bénitier a été récemment retrouvé sous les décombres. La revue "Le druide" de janvier 2006, précisait qu'un autre bénitier portait les armoiries de la famille d'Acigné, comte de Grandbois, seigneur de Coat ar Ferté.



Table du maître-autel (cl. J.F. Joly)



Petit bénitier (cl. J.F. Joly)

L'Ecomusée de Plouigneau, présente la cloche provenant de cette chapelle, sans inscription, elle mesure 29 cm de haut pour 25,5 cm de diamètre.

La paroisse conserve également deux œuvres sculptées :

_ Une statue de saint Mélar tenant dans sa main droite un sceptre avec fleur de lys et dans celle de gauche la main que son oncle Rivod avait fait couper pour empêcher le jeune prince de devenir chevalier. Il est coiffé de la couronne de roi et son manteau porte les hermines de Bretagne. Cette statue repose sur un socle portant l'inscription : Saint-Mélar P.P.N.T. (Priez pour nous tous). Elle peut dater du XVIII^e siècle ?



_ Un panneau sculpté et peint d'un retable figurant la messe du pape saint Grégoire, donné à l'église de Plouigneau par M^{me} Marianne Coatanlem et restauré vers 1990 par Paul Poilpré de Plouhinec (Morbihan).

Il représente Grégoire le Grand, pape de 540 à 604, célébrant la messe en l'église Sainte-Croix-de-Jérusalem de Rome, en présence d'archevêques, d'abbés et de clercs portant la croix papale, face à lui, le Christ de douleur, entouré des instruments de la passion, se dresse sur l'autel. Grâce à la prière du pape, le miracle de cette apparition avait pour but de convertir les personnes doutant de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie.

Cette représentation est très rare en Bretagne. Elle peut dater du XVI^e siècle. Guy Leclerc a recensé deux autres "Messes de Saint-Grégoire" dans le Finistère, l'une à Pont-Aven, dans un vitrail de la chapelle de Trémalo, l'autre peinte sur bois dans la chapelle de la Trinité à Queven, malheureusement détruite par les bombardements lors de la dernière guerre.



La messe de Saint-Grégoire (cl. J.F. Joly)

Section Patrimoine de l'ULAMIR
Christian Millet, Daniel Sannier



Chapelle vers 1970 (coll. Michel Tanguy)



ADMR, Le temps de la reconstruction

26

Ci-dessus, de gauche à droite : Antoine Autret, Marie-Thérèse Guillou, Marie-Louise Godest, Denise Didou, les membres bénévoles du bureau de l'association en séance de travail.

La Fédération Départementale a cessé toute activité, le jeudi 3 mai 2012, conformément à la décision du Tribunal de Grande Instance de Brest, mettant ainsi chaque association locale (au nombre de 92) devant le fait accompli.

Infos pratiques

ADMR
1, place Camus . 29610 Plouigneau
Tél. 02 98 67 74 35

Bureau ouvert au public de 9 h à 12 h
le mardi, mercredi, jeudi et vendredi

À compter de cette date plus un service ne pouvait être assuré par elle.

Retour à la case départ et lourdes tâches nouvelles

Après 50 ans d'un mode de fonctionnement auquel nous nous étions accommodés (l'association de Plouigneau ayant été créée en 1962) nous voilà donc revenus à la case départ avec toutes les démarches administratives qui en découlent et qui se déclinent en autant de tâches nouvelles pour le secrétariat et les bénévoles :

- _ Demande d'agrément auprès de la préfecture.
- _ Passage d'une convention entre l'association et chaque financeur : Conseil Général, Caisse d'Allocations familiales, RSI, CARSAT, SEITA, CNRACL, MSA, ADOMI... afin que les bénéficiaires de ces régimes puissent obtenir une aide financière lorsqu'ils font appel à une aide à domicile de l'ADMR.
- _ Elaboration des budgets : prévisionnel, compte de résultats, bilan.
- _ Mise en place des autorisations de prélèvement pour le compte de l'association.
- _ Adhésion de l'association et des salariés à une mutuelle de groupe (Prévadiès) et à un organisme de prévoyance (AG2R pour le service prestataires et IRCEM pour le service mandataire).
- _ Etablissement des factures pour les personnes aidées et les financeurs.
- _ Rédaction des contrats de travail et des bulletins de paye.
- _ Déclaration d'activités, calcul des cotisations dues et leur reversement aux organismes de recouvrement (URSSAF - ASSEDIC).

Fragilité

Toutes ces tâches nouvelles dont nous étions jusqu'à présent dispensés, ont exigé beaucoup de temps et de persévérance pour leur mise en place et causé quelques désagréments, voir même incompréhension de la part des usagers (interruption des prélèvements durant quelques mois).

"Aujourd'hui, même si tous les problèmes ne sont pas encore réglés, l'association retrouve progressivement son régime de croisière"

Aujourd'hui même si tous les problèmes ne sont pas encore réglés, l'association retrouve progressivement son régime de croisière.

Sa situation reste néanmoins fragile, comme c'est le cas de tous les organismes de service à domicile, car liée à des choix budgétaires qui ne dépendent pas d'elle...

Gageons que les pouvoirs publics auront à cœur de soutenir ce secteur d'activités qui constitue en soi un véritable vivier d'emplois (14 salariés pour la seule association ignacienne).

Mais sa situation est aussi fragile du fait de son fonctionnement, sa gestion reposant sur des bénévoles trop peu nombreux et manquant parfois de formation pour avoir la compétence nécessaire dans certains domaines : comptabilité, informatique, droit du travail, santé, administration.

Appel aux bonnes volontés

Sans un renouvellement de ses membres sa pérennité n'est pas assurée...

L'association fait donc appel à toutes personnes disposant d'un peu de temps et souhaitant s'investir dans le Social à la rejoindre (contacter Denise Didou au 02 98 67 75 73 ou le secrétariat au 02 98 67 74 35).

"Apporter, à travers un engagement un peu de bien-être matériel ou moral, à l'un de ses concitoyens, c'est faire œuvre de solidarité au quotidien"

Apporter, à travers un engagement un peu de bien-être matériel ou moral, à l'un de ses concitoyens, c'est faire œuvre de solidarité au quotidien. Cette même solidarité qui animait déjà les pionniers de l'ADMR locale en 1962 et qu'ils traduisaient en ces termes "Aider les uns en donnant du travail aux autres". Tout un programme en cette période de crise

Antoine Autret
Adjoint à l'action sociale



27

la Page de l'opposition

“Plouigneau à gauche Plouigneau pour tous”

vos élus .
Joëlle Huon, Yves Faudet, Philippe Le Basque et Loïc Le Gall
crivez-nous à plouigneau.ps@gmail.com

Nous aurons tout essayé !

La longue et triste saga de la “maison de retraite” de Plouigneau tire à sa fin. La municipalité en place ne manquera pas de vous annoncer elle-même la bonne nouvelle dans les pages de ce bulletin municipal. Quant à nous, nous vous avons plusieurs fois présenté notre opposition au projet sous cette forme, et nous sommes très déçus.

Pendant plus d'une dizaine d'années, le foyer-logement a fonctionné sous dérogation. C'est seulement grâce à la nouvelle directrice qu'un accord de fonctionnement a pu être conclu. Il y a 3 ans, 8 places supplémentaires avaient été accordées pour un projet de nouvel EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), qui disposerait ainsi de 70 places au lieu des 62 actuelles, ces 70 places étant un minimum nécessaire pour assurer l'équilibre financier.

Après avoir attendu si longtemps, voici qu'il y a soudain urgence : les 8 places supplémentaires risquent en effet d'être supprimées, ce qui ferait tomber à l'eau tout le financement du projet. Notre municipalité ressort donc

en toute urgence son plan d'EHPAD sur l'ancien terrain de football. Mais ce n'est plus l'office de HLM Habitat 29 qui doit en assurer la construction : le CCAS a décidé de s'en charger lui-même sur ses fonds propres. L'EHPAD de Plouigneau sera donc un bâtiment communal.

Nous avons dit pourquoi nous étions opposés au site choisi : à cause de la proximité du foyer rural et de la salle de sport, du problème du parking “sauvage” dans tout le quartier lors des manifestations importantes, et de l'accessibilité médiocre pour les services de secours. Nous pensons aussi que le terrain est trop exigu pour permettre l'aménagement d'espaces de détente pour les usagers et leurs familles, et surtout lorsqu'il sera temps de songer à une extension. Car il ne serait pas sérieux d'investir dans un projet qui va coûter 9 millions d'euros sans prévoir des solutions pour l'avenir.

Pas de problème, nous assure Bernard Le Vaillant, premier adjoint : il suffira de raser la salle des sports, “qui n'est au fond qu'un hangar”, ou bien le foyer rural... Et on nous révèle qu'une étude a bien été réalisée sur un autre site, mais sans succès (en zone non urbanisable en l'état !).

Domage pour ce qui aurait dû être une excellente nouvelle pour les usagers du foyer logement et leurs familles, pour les personnels, ainsi que pour tous les habitants de Plouigneau. Nous considérons pour notre part qu'il s'agit une fois encore d'une occasion manquée, qui handicape chèrement l'avenir.

Le logement social à Plouigneau

Dans son édition du 7 septembre, Le Télégramme consacrait un article au logement social. La proportion de logement social sur la commune de Plouigneau est de 5,7 %. La loi oblige les communes de plus de 3.500 habitants à avoir 20 % de logements sociaux sur leurs territoires.

Il est évident que l'effort demandé est important. Il vient souligner une quasi absence d'investissement dans ce domaine depuis trente ans. Cette obstination a un coût que la collectivité doit aujourd'hui rattraper. Le logement social ne doit pas faire peur, il permet aussi de lutter contre les logements insalubres et indignes. Dans la crise de

“Ensemble à gauche Plouigneau gagnant”

vos élus . Corinne Yven et Jean-François Huon

logement actuelle, cette politique va apporter un bol d'air salubre. Combien de jeunes, de personnes en situation de rupture familiale, sociale, d'anciens ayant perdu leur conjoint se retrouve dans la précarité. L'accès au logement a un coût qu'ils ne peuvent supporter.

Victor Hugo pensait qu'il était possible d'éradiquer la misère. Si la misère reste encore l'apanage de nos sociétés modernes, le logement social permet qu'un toit décent pour chacun soit une réalité et pas une utopie.

conseils municipaux

Réunion du 28 Juin 2012 Compte-rendu

L'an deux mille douze le vingt-huit juin, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Madame Le Houërou Rollande, Maire. *Étaient présents* MM. tous les conseillers en exercice à l'exception de : M^{mes} Denise Didou, Marina Briant, Corinne Yven et Messieurs Jean Pene, Yves Jouan, Daniel Jointré, Yves Faudet, Jean-François Huon.

Pouvoirs M^{me} Denise Didou a donné pouvoir à M^{me} Marie-Louise Godest, M^{me} Marina Briant a donné pouvoir à M^{me} Yvette Bourel, M. Yves Jouan a donné pouvoir à M^{me} Marie-Thérèse Hardy, M. Daniel Jointré a donné pouvoir à M. Bernard Le Vaillant. *Assistait également* Au point 1 "Assainissement - Rapport 2011" M. Baron - Société 3CO et M. Le Scanff de la Lyonnaise des Eaux. Au point 2 "Projet jeunesse" M^{me} Laurence Dirou, responsable enfance jeunesse sur la commune, M^{mes} Le Roux et Stephan de Morlaix Communauté. Au point 26 "Piscine Héloïseane 6 Rapport 2011" M. Vandembroucke, délégué. *Secrétaire* M. Guy Guillou a été désigné comme secrétaire. *Convocation* le 21 juin 2012 *Affiché* le 21 juin 2012

Compte-rendu du Conseil Municipal

Le compte-rendu du conseil Municipal de la séance du 29 mars 2012 est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Assainissement collectif : Rapport annuel 2011

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif est présenté à l'assemblée. Il a été rédigé par M. Baron de la société 3CO, à qui nous avons confié le suivi de notre contrat. M. Baron et M. Le Scanff, de la Lyonnaise des Eaux, notre délégué, exposent à l'assemblée les principaux éléments qui sont les suivants :

_ Le nouveau contrat d'affermage conclu avec la Lyonnaise des Eaux qui a pris effet au premier janvier 2011

_ Le plan d'épandage a été mis à jour

_ Les travaux réalisés en 2011 par le délégué

Postes de relevage :

_ Poste La Croix Rouge

_ / renouvellement pompe 1 et pompe 2

_ / Travaux de sécurité sur les postes de RN 12, Saint Didy et de Kervanon.

_ Station d'épuration :

_ / Travaux de mise en sécurité de la station d'épuration (contractuel) : accès au déversoir du bassin d'aération, accès au dégraisseur, accès à la lame du déversoir du canal de sortie

_ / Renouvellement du surpresseur du dégraisseur.

_ / Renouvellement des turbines d'aération.

_ / Renouvellement du pont du clarificateur.

Montant des travaux réalisés 72.500 €.

_ Evolution du tarif de l'assainissement (taxe et redevance incluses) :

	Tarifs	Au 01/01/2010	Au 01/01/2011	Variation en %
Délégué	Part fixe	14,05 €	14,00 €	- 0,36 %
	Part proportionnelle Tranche 120 m³	0,7342 €	0,678 €	- 7,65 %
Collectivité	Part fixe	36,50 €	36,50 €	0 %
	Part proportionnelle Tranche 120 m³	0,45 €	0,45 €	0 %
Redevance pour modernisation des réseaux		0,18 €	0,19 €	5,56 %
TVA service assujéti		5,5 %	5,5 %	0 %

_ / La redevance de modernisation des réseaux de collecte est reversée à l'agence de l'eau. Son montant en € par m³ est

_ calculé chaque année par cet organisme. Elle est unique sur l'ensemble du service.

_ / Le service étant assujéti à la TVA, une taxe de 5,5 % s'applique sur le montant hors taxes de la facture.

_ / Evolution du montant d'une facture de 120 m³ toutes taxes incluses :

Année	Exercice 2010			Exercice 2011			Variation %
	Part fixe	Part variable	Total	Part fixe	Part variable	Total	
Délégué	14,05 €	88,10 €	102,15 €	14,00 €	81,36 €	95,36 €	-6,65 %
Collectivité	36,50 €	54,00 €	90,50 €	36,50 €	54,00 €	90,50 €	0 %
Agence de l'eau			21,60 €			22,80 €	5,56 %
TVA			11,78 €			11,48 €	-3,38 %
Total			226,03 €			220,14 €	-2,60 %

Le conseil municipal en prend acte. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Projet jeunesse

M^{me} Dirou Laurence, responsable enfance-jeunesse de la Commune, présente le Projet Politique Jeunesse de Plouigneau à l'assemblée. Elle est assistée par M^{mes} Le Roux et Stéphane de Morlaix Communauté. Pour renouveler le Contrat Enfance Jeunesse (C.E.J.) avec la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.), un diagnostic enfance/jeunesse sur la Commune a été réalisé. Cette opportunité a été l'occasion de créer un Comité de Pilotage pour réfléchir entre élus et professionnels à la Politique Jeunesse que la collectivité souhaite mettre en place pour :

_ Améliorer les conditions de vie des jeunes sur la Commune.

_ Elaborer une politique jeunesse adaptée aux attentes et aux besoins des jeunes habitants.

Le projet tel qu'il est proposé à ce jour, est le résultat de nombreux temps de travail depuis 2011. Il définit les axes politiques en direction de la jeunesse de notre territoire pour la période de 2012 à 2015. Les axes mis en avant sont :

_ Le rôle de l'animation jeunesse : Faciliter le passage de l'adolescence à l'âge adulte : en accueillant les jeunes, en accompagnant les jeunes, en informant les jeunes et leurs familles, dynamiser le projet politique jeunesse en travaillant en réseau : en renforçant les liens avec le milieu scolaire, en créant du lien avec le milieu associatif, en développant l'animation intercommunale

La présentation est déclinée comme suit :

_ Etat des lieux

_ Un projet politique jeunesse : pourquoi ?

_ Comment mettre en place une politique jeunesse à Plouigneau ?

_ Quels moyens pour le projet politique jeunesse

Le Conseil Municipal prend acte de ce Projet Politique Jeunesse. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Local des jeunes : demande de subvention

Le Maire rappelle à l'assemblée le projet d'aménagement et d'extension de l'ancien cabinet dentaire en local pour les jeunes. L'estimation des travaux est de 105.000 € HT soit un coût global estimatif de 237.312,12 € HT comprenant : l'achat du bâtiment : 96.600 € / Les frais d'acte : 1.912,12 € / Les travaux : 105.000 € / Architecte + SPS +CT :

13.800 € / Mobilier-matériel : 20.000 €. Le Maire demande l'autorisation de solliciter auprès du Conseil Général, de Morlaix Communauté et de la CAF des subventions ou prêts à taux zéro pour financer ce projet. Accord du Conseil Municipal. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Bail de la perception

Aux termes d'un acte administratif, la Commune de Plouigneau a loué à l'état (comptabilité publique), pour une durée de 9 années à compter du 1^{er} septembre 2003 des locaux à usage d'habitation et de bureaux. Ce bail arrivant à son terme le 31 août 2012, la Direction départementale des Finances Publiques du Finistère propose de renouveler le bail pour une durée de 9 ans, soit jusqu'au 31/08/2021. Le montant du loyer était de 14.251 € par an depuis le 1^{er} septembre 2009 (révisable tous les 3 ans sur la base de l'indice du coût de la Construction). Une demande de valeur locative a été émise auprès des services du Domaine par la Direction départementale des Finances Publiques du Finistère. Il est proposé un loyer annuel de 14.700 €. Le Maire propose de signer le renouvellement de bail pour une durée de 9 ans contre un loyer annuel de 14.700 €. La révision se fera annuellement en fonction de la variation de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) avec comme indice de départ celui du 4^e trimestre 2011 (104,60). Accord du Conseil Municipal. Le Maire est autorisé à signer tous documents s'y rapportant. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Frais de transport : remboursement à l'APE de l'école de la Chapelle du Mur

Les frais de transport des écoles communales liés aux sessions de piscine sont pris en charge par la commune. Morlaix Communauté rembourse la commune à hauteur de la moitié. Durant l'année scolaire 2011/2012, l'APE de l'école de la Chapelle du Mur a payé à tort les frais de déplacement liés aux sessions de piscine. Le Maire propose de leur rembourser ces frais qui s'élevaient à 1.640 €. Accord du Conseil Municipal. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Tarifs scolaires 2012-2013

Les tarifs scolaires pour l'année scolaire 2012/2013 sont fixés comme suit, moins 3 abstentions (MM. Le Gall L., Le Basque P. et M^{me} Huon J.) :

_ Tarifs cantine : Maternelle : 2,38 € / Primaire : 2,73 €

_ Tarifs garderie : Matin : 0,99 € / Soir : 1,23 € / Goûter : 0,99 € / Pénalité après 19 h : 2,00 € le ¼ d'heure

_ Tarifs restauration enseignants : 5,52 € le repas

Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Tarifs Maison des enfants 2012-2013

Les tarifs 2011/2012 étaient fixés comme suit :

Quotient Familial (QF)	par Enfant / jour . Repas compris*	
	Mercredi	Vacances
< 400 €	3,00 €	3,00 €
400 à 600 €	4,50 €	6,00 €
600 à 800 €	6,00 €	9,00 €
800 à 1.000 €	7,50 €	11,00 €
1.000 à 1.200 €	9,00 €	13,00 €
> 1.200 € et QF non calculé	11,00 €	15,00 €
Extérieur	13,00 €	17,00 €

* Prix du repas : 2,44 € (2,86 € pour l'extérieur)

Vu la demande de quelques familles, la Commune souhaite réintégrer, à compter de la rentrée 2012, la possibilité de présence des enfants à la demi-journée les mercredis. Les tarifs 2012/2013 à la Maison des Enfants sont donc proposés comme suit, à compter du 4 septembre 2012 :

Quotient Familial (QF)	Mercredi . Repas compris*		Vacances Repas compris*
	Par enfant / jour	Par enfant / 1/2 journée	Par enfant / jour
< 400 €	3,06 €	3,06 €	3,06 €
400 à 600 €	4,59 €	3,21 €	6,12 €
600 à 800 €	6,12 €	4,28 €	9,18 €
800 à 1.000 €	7,65 €	5,36 €	11,22 €
1.000 à 1.200 €	9,18 €	6,43 €	13,26 €
> 1.200 € et QF non calculé	11,22 €	7,85 €	15,30 €
Extérieur	13,26 €	9,28 €	17,34 €

* Prix du repas : 2,49 € (2,86 € pour l'extérieur)

L'année de référence du calcul pour 2012/2013 sera l'année 2010, sauf situations particulières ci-annexées.

Les familles devront présenter lors de l'inscription au service une attestation de quotient familial délivrée par la CAF ou leur numéro d'allocation ou leur déclaration de revenus 2010 pour les autres régimes. Sans ces données, les familles se verront appliquer le tarif correspondant à la tranche la plus forte. Ce tarif sera appliqué jusqu'à présentation des documents cités ci-dessus. Les factures mensuelles déjà émises ne seront pas révisées en cas de changement de tranche. Certains enfants pré-inscrits ne se présentant pas toujours à l'AL.S.H. les jours prévus, la participation des familles pour absence est renouvelée. Elle est fixée à 3,00 € par jour ou demi-journée et par enfant inscrit. Cette pénalité ne sera pas appliquée en cas d'absence pour maladie de l'enfant, sur présentation d'un certificat médical. Le Conseil municipal, après en avoir délibéré : décide l'application de la grille tarifaire ci-dessus du 04/09/12 jusqu'à la fin de l'été 2013, autorise le Maire à signer l'avenant à la convention de soutien au développement de l'accessibilité financière des ALSH avec la CAF et à inscrire au budget les recettes correspondantes. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Tarifs piscine

Les tarifs piscine applicables aux écoles et ALSH pour l'année scolaire 2011/2012 étaient fixés comme suit :

_ Etablissements scolaires de la Commune / 1,75 € par enfant pour une séance de 40 mn

_ Etablissements scolaires extérieurs à la commune / 2,27 € pour une séance de 40 mn / 2,43 € par enfant pour une séance de 1 h.

_ ALSH extérieur à la commune / 3,10 € par enfant pour 1 heure

Depuis la rentrée 2011, en vue de favoriser l'apprentissage obligatoire de la natation en milieu scolaire, Morlaix Communauté propose la gratuité d'accès des élèves des écoles pré-élémentaires et élémentaires publiques et privées du territoire à la piscine de Plouigneau tout comme à la piscine communautaire dans la limite de 10 séances par enfant durant l'année scolaire. Pour combler le manque à gagner, Morlaix Communauté verse une compensation financière de 2 € par séance et par enfant inscrit à la piscine de la commune de Plouigneau. Le Conseil Municipal a autorisé le Maire, par délibération du 30 juin 2011, à signer la convention avec Morlaix Communauté concernant la compensation financière ainsi que toutes pièces relatives. Celle-ci est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant l'échéance de chaque année scolaire. Vu l'exposé du Maire, le Conseil Municipal. Accepte la gratuité d'accès des élèves des écoles pré-élémentaires et élémentaires publiques et privées du territoire de Morlaix Communauté à la piscine de Plouigneau dans la limite de 10 séances par enfant durant l'année scolaire 2012-2013 avec compensation financière de Morlaix Communauté. Fixe comme suit les tarifs applicables aux écoles et ALSH :

_ Etablissements scolaires de la Commune / 1,79 € par enfant pour une séance de 40 mn

_ Etablissements scolaires extérieurs à la commune / 2,33 € pour une séance de 40 mn / 2,49 € par enfant pour une séance de 1 heure

_ ALSH extérieur à la commune / 3,18 € par enfant pour 1 heure

Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Vente de terrain Zone de Kerbriand - Route de Plougouven

Les terrains cadastrés section G n°44p, 1475 et 1482p, face à Bretagne Truites, vont être divisés en trois lots. Un des lots est réservé par Floch APPRO depuis 2008. Le prix de vente de ce terrain a été fixé à 4 € H.T. le m² soit 4,69 € avec la TVA sur marge. Le Maire propose un prix de cession à 7 € HT / m² pour les deux autres lots.

Le Conseil Municipal, vu l'avis des domaines, après en avoir délibéré : Décide de fixer le prix de vente à 7 € HT le m² soit 8,27 € avec TVA sur marge pour les terrains situés route de Plougouven, cadastrés section G n° 44p, 1475 et 1482p excepté pour la réservation effectuée précédemment par l'entreprise FLOCH APPRO pour laquelle le tarif antérieur s'appliquera soit un prix de vente de 4 € HT le m² soit 4,69 € avec la TVA sur marge. Autorise le Maire à vendre les terrains aux prix indiqués ci-dessus et à signer tous documents s'y rapportant. Le montant de la vente, y compris la TVA, sera libéré entre les mains du Receveur Municipal. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Vente d'une bande de terrain

M. Le Roux sollicite la cession d'une bande de terrain de 66 m² auprès de sa propriété à Lan Kerdilès. Elle est cadastrée section ZI n°26p. L'avis des domaines est le suivant : "Le terrain concerné par la demande provient d'un terrain de

conseils municipaux

à M. Le Roux, cadastrés Z1 n°26p au prix de 200 €. Décide que les frais seront supportés par l'acquéreur. Autorise le Maire ou son représentant à signer les différents actes à intervenir. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Plan d'épandage des boues

Par délibération du 30 mars 2006, le conseil municipal avait décidé d'accorder 6 tonnes de chaux, coquilles brisées ou traëz par an par hectare épandu aux agriculteurs mettant des terres à disposition pour épandre les boues de la station d'épuration. Elles étaient livrées en année n+1. (Reste dû pour M^{me} Le Moigne et M. Colas : 2 semis [20 à 24T chacun]. Un nouveau plan d'épandage a été déposé auprès des services de l'Etat avec récépissé du 31 janvier dernier. Depuis la dernière déclaration, des modifications sont intervenues sur le plan d'épandage : retrait de deux exploitants : MM. Laurent et Goarnisson, modification de terrains pour l'exploitation de M^{me} Le Moigne, intégration de deux nouveaux exploitants : EARL Layour et M. Marrec. Il est proposé de leur livrer en année n du traëz, coquilles brisées ou chaux comme suit : 3 camions semis (entre 20 et 24 tonnes) à MM. Colas, Marrec et à l'EARL Layour, 3 camions semis (entre 20 et 24 tonnes) les années paires et 2 les années impaires à M^{me} Le Moigne **Accord du conseil municipal. Reçu en Sous-Préfecture le 12/07/2012**

Acquisition d'une maison

M. et M^{me} Le Madec sont vendeurs de leur propriété située à l'angle des rues de la Libération et des Sports, cadastrée section AD n° 118 sur un terrain de 66 m². Cette acquisition permettrait, après démolition, d'améliorer la visibilité du carrefour et d'y réaliser du logement social. L'avis des domaines a été sollicité. Il est le suivant : "Compte tenu de sa situation (proche du centre), de sa superficie (148 m² SDPHO) et de son état (médiocre) le bien peut être estimé à 40.000 €. Une marge de négociation jusqu'à 45.000 € reste possible pour faire aboutir la négociation." M. et M^{me} Le madec ont donné leur accord pour la vente de ce bien pour la somme de 45.000 €. Le Maire propose de l'acquérir. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vu l'avis des domaines : Décide d'acquérir la propriété cadastrée section AD n° 118 appartenant à M. et M^{me} Le Madec, au prix de 45.000 € frais à la charge de la commune. Autorise le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à cet effet. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Espacil : garantie d'emprunt

Le Conseil Municipal de Plouigneau, vu la demande formulée par Espacil Habitat et tendant à garantir ses emprunts pour l'opération de construction en VEFA de 8 logements localitis à Plouigneau, "Loissement La Croix Rouge", Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil. **Délibère :**

_Article 1 : L'assemblée délibérante de la commune de Plouigneau accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 230.000 € souscrit par la SA HLM Espacil Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce prêt PLAI / PLAI foncier est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements, située à Plouigneau, "Loissement La Croix Rouge".

_Article 2 : Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

/ Prêt PLAI destiné à l'acquisition foncière : Montant du prêt : 70.000 € / Durée de la période de préfinancement : de 3 à 12 mois maximum / Durée de la période d'amortissement : 50 ans / Périodicité des échéances : annuelle / Index : Livret A / Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt minoré de 20 points de base / Taux annuel de progressivité : 0 % actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A) / Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A

/ Prêt PLAI destiné à la construction : Montant du prêt : 160.000 € / Durée de la période de préfinancement : de 3 à 12 mois maximum / Durée de la période d'amortissement : 40 ans / Périodicité des échéances : annuelle / Index : Livret A / Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt minoré de 20 points de base / Taux annuel de progressivité : 0 % actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A) / Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A

_Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes : la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, soit 12 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 50 ans pour le prêt destiné à l'acquisition foncière et de 40 ans pour le prêt destiné à la construction et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Espacil Habitat, dont elle ne serait pas acquittée à la date d'exigibilité. Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de cette période. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à la SA HLM Espacil Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

_Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

_Article 5 : Le Conseil autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consi-gnations et l'emprunteur.

La présente délibération abroge la délibération n° 2012/D/038 du 1^{er} mars 2012. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Foyer rural : extension des WC

Une mission a été confiée à M. Jallais, architecte, concernant l'extension et le réaménagement des WC du Foyer Rural. Le Maire sollicite l'autorisation de déposer le permis de construire pour ce projet d'une surface d'environ 40 m² ly compris démolition de l'existant soit 20 m²). Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide : d'autoriser le dépôt du permis de construire ainsi que toutes pièces y relatives. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Local pour les jeunes : avenant au contrat de maîtrise d'œuvre

Par délibération du 24 novembre 2011, le Maire avait informé l'assemblée qu'une mission de maîtrise d'œuvre avait été confiée à l'architecte M. Jallais pour un montant forfaitaire de 9.500 € HT. Au stade de l'APD (avant projet définitif) un avenant doit ajuster le montant des honoraires. Ils sont confirmés à 9.500 € HT. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré autorise le Maire à signer l'avenant correspondant. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Extension de la cuisine de l'école de Lannelvoëz : avenant au contrat de maîtrise d'œuvre

Par délibération du 24 novembre 2011, le Maire avait informé l'assemblée qu'une mission de maîtrise d'œuvre avait été confiée à l'architecte M. Jallais concernant l'extension de la réserve et l'aménagement d'une laverie à la cantine de Lan-nelvoëz pour un montant forfaitaire de 5.850 € HT. Au stade de l'APD (avant projet définitif) un avenant doit ajuster le montant des honoraires. Le montant des travaux est réévalué du fait d'une augmentation de surface et programme. Le montant des honoraires est réajusté à 6.600 € HT. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré autorise le Maire à signer l'avenant correspondant. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Recrutement d'agents non titulaires

Vu la loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des contractuels qui modifie notamment les cas et conditions de recrutement des agents non titulaires, Madame le Maire propose à l'assemblée le texte suivant : L'assemblée, Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3, alinéas 1 et 2

Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement du personnel pour :

_ le remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels absents (article 3-1)
_ l'accroissement temporaire d'activité (article 3-1)
_ l'accroissement saisonnier d'activité (article 3-2)
_ la vacance temporaire d'un emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire (3-2)

Sur le rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré, **Décide** d'autoriser Madame le Maire, pour la durée de son mandat, à recruter en tant que de besoin, des agents non titulaires dans les conditions fixées par l'article 3, alinéas 1 et 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée. Elle sera chargée de la constatation des besoins concernés, de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions exercées, leur expérience et leur profil. La rémunération sera plafonnée à l'indice terminal du grade de référence ou concerné par le remplacement. De prévoir à cette fin une enveloppe de crédit au budget. La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3, alinéa 1 et 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée si les besoins du service le justifient. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Protection sociale complémentaire : risque prévoyance - engagement d'une procédure de passation d'une éventuelle convention de participation

Le Maire rappelle à l'assemblée que le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux em-ployeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires et non titulaires). Parallèlement à la décision du Conseil de se joindre à la procédure engagée par le CDG, le Maire propose que la collectivité engage elle-même une procédure de passation d'une éventuelle convention de participation concernant le risque prévoyance. En effet, l'offre retenue par le CDG, à laquelle pourra souscrire la collectivité, ne sera connue qu'à l'automne 2012. En cas d'insatisfaction des agents et de la commune, une nouvelle procédure sera alors nécessaire pour retenir notre propre prestataire. La procédure étant très longue, la collectivité n'aura pas d'éléments avant le 1^{er} janvier 2013 pour retenir une offre. Les agents se retrouveraient alors sans couverture prévoyance.

Vu l'exposé du Maire, vu la transmission du projet de délibération au Comité Technique, le Conseil Municipal, à l'unanimité : autorise le Maire à engager une procédure de passation d'une éventuelle convention de participation concernant le risque prévoyance et à régler les sommes dues au titre de la publication des avis de mise en concurrence. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Protection sociale complémentaire : risque prévoyance

Mandat au CDG : procédure de passation d'une éventuelle convention de participation

Exposé préalable : Le Maire informe le Conseil que le décret n° 2011-1474 paru le 10 novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires et non titulaires). Ce n'est en aucun cas obligatoire.

Ce décret met en place un dispositif juridique "euro compatible" destiné à remplacer les anciennes aides versées aux mutuelles de fonctionnaires territoriaux. Il rend, de ce fait, invalide à compter du 1^{er} janvier 2013 les contrats existants.L'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents. Le montant peut être modulé par la collectivité selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social (art. 23 et 24). Le dispositif réglementaire prévoit deux possibilités, exclusives l'une de l'autre, pour les collectivités qui souhaitent contribuer aux contrats de leurs agents :

_ La contribution à priori sur tous les contrats qui auront été labellisés par des organismes agréés (A compter du 31 août 2012) : procédure de labellisation

_ La contribution à un contrat négocié auprès des opérateurs (mutuelles, instituts de prévoyance ou assureurs) via une convention de participation souscrite après mise en concurrence. Les organisations syndicales et les agents peuvent être associés à la définition des garanties lors de la mise au point du cahier des charges.

Par ailleurs, l'intérêt de cette convention de participation est de mettre en concurrence des opérateurs afin d'engager une véritable négociation sur les prestations et d'obtenir des conditions tarifaires attractives. A l'issue de cette procédure un seul opérateur sera retenu. Quelle que soit la formule choisie, les contrats et règlements devront, pour être éligibles à la participation des collectivités, respecter certains principes de solidarité décrits dans le décret. L'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 reconnaît la compétence des Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent. De ce fait, le Centre de Gestion du Finistère a décidé de s'engager dans une procédure de convention qui portera uniquement sur le risque prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération. Dans un souci de simplification pour les collectivités, le CDG se chargera de l'ensemble des démarches. Le CDG, soucieux de respecter les délais imposés par le décret sera, au vu des mandats confiés par les collectivités, en mesure de proposer une convention de participation prévoyance à l'automne 2012, pour une prise d'effet au 1^{er} janvier 2013. A l'issue de cette consultation les collectivités conserveront l'entière liberté de signer ou pas la convention de participation qui leur sera proposée. Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités avant signature. C'est lors de la signature de celle-ci que les collectivités se prononceront sur le montant de la participation qu'elles comptent verser. Son montant pourra être modulé. Elle ne pourra être égale à zéro ni dépasser le montant total de la cotisation et sera définie dans le cadre du dialogue social et après avis du CTP. Le Maire propose à l'assemblée, Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le Code des Assu-rances, Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6, Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, Vu la Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, Vu la délibération du Centre de Gestion en date du 25 janvier 2012 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire,Vu l'exposé du Maire. Considérant l'intérêt de prendre en compte la protection sociale complémentaire prévoyance des agents de la collectivité, et de partici-per à cette mise en concurrence mutualisée proposée par le CDG, afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2012. Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents : **décide** de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation pour le risque prévoyance que le Centre de Gestion du Finistère va engager en 2012 conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. **Et prend acte** que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion à compter du 1^{er} janvier 2013. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Voirie : programme 2012

Une consultation d'entreprises a eu lieu dans le cadre d'une procédure adaptée concernant le programme de voirie 2012. Les travaux se composent de réfection de couche de roulement de chaussée avec mise à niveau des regards sur les voies suivantes :

_ En enrobés : routes de Guerlavrec , Bourougel, Goarzelouarn, Kerguiduff, Traon Dour Izella, Lestrennec Normandie, les rues de Kérin, A. Le Harzic et rue des Entrepreneurs.

_ En bicouche : route de la Chapelle du Mur, Kerliezic et Lestrennec (Lanleya)

La commission de la commande publique s'est réunie et a autorisé le Maire à négocier avec les quatre entreprises ayant répondu. Le Maire propose de retenir l'entreprise Colas.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer le marché avec l'entreprise Colas ainsi que les éventuels avenants inférieurs à 5 % du marché et actes spéciaux de sous-traitance ainsi que toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce marché. Le montant du marché s'élève à 182.488,32 € HT. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Vente de terrain Zone de Kerbriand

M. Le Jeune (Le Jeune Matériaux) souhaite acquérir des terrains jouxtant sa propriété en zone de Kerbriand. Il s'agit des parcelles cadastrées section G n°1194-1195-1197-1198-1200-1201 et 1203 pour une superficie totale de 1925 m². M. Le Jeune s'en sert comme dépôt. Le Maire, vu l'avis des domaines, propose une cession à 4 € H.T. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vu l'avis des domaines : Décide de vendre 1925 m² environ à M. Le Jeune, cadastrés G n°1194-1195-1197-1198-1200-1201 et 1203 au prix de 4 € H.T soit 4,76 € avec TVA sur marge, Décide que les frais seront supportés par l'acquéreur. Autorise le Maire ou son représentant à signer les différents actes à intervenir. Reçu en Sous-Préfecture le 24/07/2012

SPANC : rapport annuel 2011

Conformément à l'article L 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Morlaix Communauté a adopté par déli-bération du 26 mars 2012 le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2011. Dans le cadre du transfert de la compétence assainissement non collectif par la commune de Plouigneau à Morlaix Communauté, M^{me} le Maire présente à l'assemblée ce rapport. En résumé sur l'année 2011, ont été effectués sur les 28 communes : 301 contrôles conception / 211 contrôles réalisation / 460 diagnostics de l'existant / 75 contre-visites de l'existant + 180 rapports modifiés dans le cadre des transactions immo-bilières / 444 contrôles périodiques de fonctionnement. La périodicité du contrôle des installations existantes est de 6 ans : 9.379 contrôles ont été effectués au 31 décembre 2011 pour un parc de 9.690 installations. Sur Plouigneau, le nombre de dispositifs d'assainissement non collectif est de 766 dont 5 % de satisfaisants, 57 % de satisfaisants avec réserve, 18 % non satisfaisants, 18 % de neuves ou réhabilitées et 2 % sans avis. Le coût est de :

_ Pour le contrôle des installations neuves : 48 € pour un contrôle de conception et d'implantation, 96 € pour un contrôle de bonne exécution des travaux

_ Pour le contrôle des installations existantes, 65,14 € pour un premier contrôle diagnostic, 55 € pour une contre-visite, 110 € pour un contrôle périodique de fonctionnement.

Le Conseil Municipal en prend acte. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Fixation de la durée d'amortissement d'un matériel

M^{me} le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 28 mars 2007 fixant la durée d'amortissement des biens renouve-lables. Concernant le matériel d'occasion, il avait été décidé de fixer la durée d'amortissement par délibération spécifique lors de l'acquisition du matériel. La commune vient d'acquérir :

_ Un véhicule d'occasion (Peugeot Boxer, première mise en circulation le 02.04.2007, kilométrage 93.802 kms) au garage Bervas à Trémuson au prix de 11.300 € TTC.

_ Un chariot frontal gag (année 2002 / 5.419 heures) chez Avel Vor Manutention à Saint-Divy au prix de 8.700,90 € TTC

Le Conseil Municipal décide d'amortir ces matériels sur une durée de 3 ans.

Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Participation pour l'assainissement collectif

M^{me} le Maire expose que la participation pour l'assainissement collectif (PAC) a été créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n°2012-354 du 14 mars 2012 pour permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées et pour satisfaire les besoins locaux d'extension des réseaux, notamment dans les zones de développement économique ou urbain. Elle est destinée à remplacer la participation pour raccordement à l'égout (PRE), supprimée en tant que participation d'urbanisme liée au permis de construire à compter du 1^{er} juillet 2012. Elle précise les points suivants : la participation, facultative, est instituée par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant compétent en matière d'assainissement. Cette délibération en détermine les modalités de calcul et en fixe le montant. Ce dernier pourra être diffé-rencié pour tenir compte de l'économie réelle réalisée par le propriétaire selon qu'il s'agit d'une construction nouvelle ou d'une construction existante nécessitant une simple mise aux normes. La participation représente au maximum 80 % du coût d'un assainissement individuel, le coût du branchement est déduit de cette somme. Elle est due par le proprié-taire de l'immeuble raccordé. Toutefois, si celui-ci a été antérieurement redevable de la participation pour raccordement à l'égout, la participation pour assainissement collectif ne pourra pas être exigée. A noter des dispositions transitoires qui prévoient, pour les dossiers de permis ou de déclaration préalable déposés avant le 1^{er} juillet 2012, la PRE pourra être prescrite, pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} juillet 2012, aucune PRE ne pourra plus être prescrite par l'autorisation ou l'arrêté mentionné à l'article L. 424-6 fixant les participations. En conclusion, Madame le Maire propose d'instaurer cette nou-velle participation en application de l'article L.1331-7 du code de la santé publique avec effet au 1^{er} juillet 2012. Au vu de cet exposé, le conseil municipal, Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1331-1 et suivants, Vu l'article 30 de la loi n°2012-354 de finances rectificative du 14 mars 2012, Vu la délibération du 24 février 2011 concernant la participation pour raccordement à l'égout. **Décide** d'instituer la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) pour les constructions nouvelles. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique qui lui en donne la possibilité, le conseil municipal décide d'instaurer, à la charge des propriétaires de constructions nouvelles soumises à l'obligation de raccordement, une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC).

Décide d'instituer la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) pour les constructions existantes lors de la mise en place du réseau. Conformément à l'ar-ticle L.1331-7 du Code de la Santé Publique qui lui en donne la possibilité, le conseil munici-pal décide d'instaurer, à la charge des propriétaires de constructions existantes soumises à l'obligation de raccordement, une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC). Cette participation est non soumise à la TVA. Le recouvrement aura lieu par émission d'un titre de recette à l'encontre du propriétaire.

Décide de fixer la PAC pour les constructions nouvelles au 1^{er} juillet 2012 ainsi :

_ Participation par logement : 1.500 €

Décide de fixer la PAC pour les constructions existantes au 1^{er} juillet 2012 ainsi :

_ Participation par logement : 450 €

Certaines nouvelles habitations ne sont pas raccordables gravitairement au réseau d'as-sainissement mais peuvent l'être par le biais d'un poste de refoulement. Dans ce dernier cas, les frais de raccordement (poste de refoulement et canalisation jusqu'au siphon com-munal) et leur entretien sont à la charge des particuliers. Le tarif appliqué est identique au montant fixe pour la PAC applicable aux maisons déjà existantes (possédant un assainis-sement autonome) soit 450 €.

Rappelle que le fait générateur de la PAC est le raccordement au réseau pour les construc-tions nouvelles et la mise en service du réseau pour les constructions existantes soumises à l'obligation de raccordement.

Précise que ces tarifs s'appliquent aux habitations mais également aux bâtiments artisau-x, commerciaux et industriels.

Précise que les autorisations d'urbanisme portant sur les demandes déposées avant le 1^{er} juillet 2012 restent soumises au régime de la PRE, dans les conditions et selon les moda-lités fixées par la délibération instituant la PRE.

Dit que les recettes seront recouvrées comme en matière de contribution directe et inscrites au budget assainissement. Reçu en Sous-Préfecture le 10/07/2012

Subventions

Le conseil municipal, moins 3 abstentions (MM. Le Gall L., Le Basque P. et M^{me} Huon J.), fixe comme suit les subventions en 2012 :

_ A.D.M.R. : 1.388 € (388 €+ 1.000 € pour le loyer)

_ Amicale du Personnel Communal : 1.883 € (40,82 agents tps plein x 46,13 €)

_ Ass. Accueil et Partage : 195 €

_ Ass. Anciens Combattants : 195 €

_ Ass. Artisans et Commerçants Plouigneau : 195 €

_ Ass. Défense du Patrimoine de Plouigneau : 127 €

_ Ass. Moto Club C'Will : 93 €

_ Ass. Musicale de Plouigneau : 205 €

_ Ass. Socio-culturelle de Plouigneau : 238 €

_ Club de Basket : 1.538 €

_ Club de Judo : 390 €

_ Club Gymnastique d'entretien : 50 €

_ Club Féminin de Gymnastique : 50 €

_ Club de Tennis de Table : 1.175 € (1.025 € + 150 € pour déplacements de l'entraîneur)

_ Club du 3^e Age : 59 €

_ Comité d'Animation de la Chapelle du Mur : 59 €

_ Comité de quartier de Saint-Didy : 59 €

_ Comité des Fêtes : 583 €

_ Comité des Fêtes de Lanleya : 59 €

_ Temps Danse Plouigneau : 415 €

_ FNACA : 90 €

_ Les Fous du volant : 59 €

_ Plouigneau "Oxygène" : 59 €

_ Radio Nord Bretagne : 179 €

_ S^{de} de chasse communale : 120 €

_ S^{de} de chasse de Lanleya : 59 €

_ S^{de} de Pétanque Ignacienne : 248 € (148 € + 100 € pour le concours des sports adaptés)

_ Tennis Club : 600 €

_ U.S.P. (dont école de foot) : 1.929 €

_ APE de l'école de la Chapelle du Mur : 937 € (8,68 € x 108 élèves)

_ APE de l'école de Lanleya : 510 € (116,46 € x 31 élèves)

_ APE de l'école de Lannelvoëz : 2.448 € (8,68 € x 282 élèves)

_ APE de l'école S^{te}-Marie : 1.189 € (8,68 € x 137 élèves)

_ OGEC S^{te}-Marie (1 € x 119 élèves x 150 jours) : 17.850 €

_ Lycée d'Enseignement Professionnel Agricole : 292 €

_ I.M.E. de Trévidy : 254 €

_ A.D.A.P.E.I. : 55 €

_ A.S.A.D. : 41 €

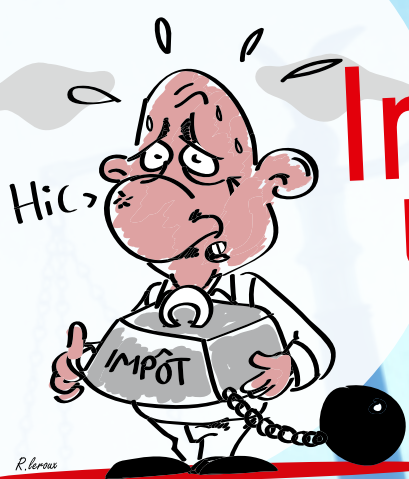
_ Association "Présence Ecoute" : 55 €

_ Chaîne de l'amitié : 52 €

_ Comité "chômeurs et solidarité" : 94 €

_ Croix d'or : 52 €

_ Délégation Départementale de l'Education Nationale : 42 €



Impôt et justice l'équation impossible ?



S'il est aujourd'hui un terme galvaudé, c'est bien celui de "fiscalité juste".

Les thèses de ces deux penseurs paraissent toutefois avoir chacune leurs limites.

Emmanuel Saez en édicte une lui-même, déterminante, quant il souligne que la redistribution des hauts revenus vers les bas revenus doit se faire "sans compromettre l'activité économique".

Ceci veut tout dire car il est évident qu'à une écrasante majorité, les gens qui aujourd'hui sont considérés comme gagnant de l'argent, sont des gens qui ou travaillent beaucoup plus que la moyenne, ou (et) dirigent des affaires nécessitant la prise de gros risques personnels et de très lourdes responsabilités, ou (et) qui ont acquis au prix de très longues et difficiles études, une compétence leur permettant d'exercer un métier auquel peu de personnes peuvent prétendre et qui est rémunéré en conséquence...

Leur appliquer une fiscalité confiscatoire aura pour triple effet :

- _ de les décourager d'entreprendre, d'innover, d'embaucher...
- _ avec les conséquences évidentes sur l'emploi,
- _ de les inciter à la fraude fiscale,
- _ d'encourager la mise en œuvre d'une économie parallèle (travail au noir).

La conception de Philippe Némio, "oublie" elle, un élément tout aussi déterminant faisant partie du socle fondateur de la République Française : celui de **l'égalité, facteur incontournable d'une homogénéité minimale du corps social.**

Pour assurer à chaque Français les mêmes chances et les mêmes droits (éducation, santé, Défense Nationale, etc...), l'état a besoin de moyens financiers. Il est certain que la théorie du philosophe n'est pas suffisante pour permettre l'obtention de moyens nécessaires à la mise en pratique de cette égalité.

"Si l'imposition est excessive, elle devient contre-productive"

Le recours à une fiscalité progressive est donc nécessaire au-delà de la part prise par chaque contribuable dans les services collectifs. **Mais qui dit égalité ne dit pas égalitarisme. Si l'imposition est excessive donc confiscatoire, elle devient contre-productive.** Chaque citoyen, ayant bénéficié des mêmes chances de départ, doit individuellement par sa **propre volonté**, bâtir sa place dans la vie. A défaut il s'agit d'un **assistanat à perpétuité**.

L'impôt ne peut assurer indéfiniment cet assistanat. Des réformes de structures (droit du travail, protection sociale, dépenses de l'Etat) et des économies drastiques sont impératives (1). C'est le reproche principal adressé au plan de résorption de la dette qui vient d'être présenté dans le projet de budget de l'Etat pour 2013 : il fait trop appel à l'impôt en faisant trop peu d'économies.

Henry Lauret dans son éditorial du "Télégramme" du 29 septembre 2012 l'écrit sans détours : "Jusqu'ici, aucun gouvernement ne s'était risqué à affronter bille en tête le démon de la dette. Celui-ci veut mener bataille à sa manière, ignorant que les stratégies de désendettement conduites dans des pays tels que le Canada, la Suède et bien entendu l'Allemagne, ont fait la démonstration que le redressement s'acquiert via un mix d'impôts et d'économies : **un quart de ponction fiscale sur les ménages et trois quarts de coupes dans la dépense publique. On en est loin**".

Dans ces conditions on peut craindre que, sauf changement radical en faveur d'économies majeures ou de rebond miraculeux de la croissance, **l'appel à l'impôt** devienne à nouveau indispensable dans les mois qui viennent, et cette fois il s'agira de l'impôt indirect : TVA ou CSG (ou les deux et autres taxes).

Chacun pourra alors juger s'il s'agit de **justice fiscale** ou de **matraquage fiscal**. Vous avez dit équation impossible ?

(1) Pour mémoire :

_ La dette de la France (dettes cumulées de l'Etat, des collectivités territoriales et des administrations de sécurité sociales) est actuellement de plus de 1.800 milliards d'euros (91 % du Produit Intérieur Brut).

_ En 2011, le déficit du budget de l'Etat (différence entre les recettes et les dépenses) s'élevait à plus de 90 milliards d'euros (5,7 % du PIB).

La réalité est plus simple. Pour réduire le montant monstrueux de la dette qui menace l'existence même de notre société, il s'agit d'augmenter les impôts en habillant cette augmentation d'une notion de "justice", pour essayer de mieux faire passer l'amertume de la potion.

Pour autant si les mots de "fiscalité juste" et de "justice fiscale" sont employés de manière systématique, aucun responsable politique ne définit avec précision le concept de justice qu'on accole à l'impôt. Et pour cause, l'équation est pratiquement impossible à résoudre.

Le Grand Larrousse définit l'impôt comme "un prélèvement effectué d'autorité et à titre définitif sur les ressources ou sur les biens des individus ou des collectivités, et payé en argent pour subvenir aux dépenses d'intérêt général de l'Etat ou des collectivités locales".

Pour schématiser, disons que deux conceptions de la justice fiscale se font face

La première défendue par Emmanuel Saez, Economiste, enseignant à l'université de Berkeley (Californie) pour qui : "Une politique fiscale juste est une politique qui redistribue des hauts revenus vers les bas revenus **sans compromettre l'activité économique** et d'une façon qui soit la plus transparente et la plus simple possible. En particulier, dans le cas de très hauts revenus, la politique fiscale juste doit tenter de maximiser les recettes fiscales que l'on peut obtenir des très hauts revenus, ce qui veut dire des taux d'imposition **dans le haut de la distribution pouvant dépasser nettement 50 %**. Pour moi (dit E. Saez) les impôts directs, c'est-à-dire fondés sur le revenu total des personnes, et progressifs constituent la forme d'imposition la plus juste et transparente".

Pour Philippe Némio, Philosophe, enseignant en France, tout au contraire : "L'impôt est un vol dès qu'il outrepassa ses fonctions légitimes qui, dans les sociétés libres, se ramènent à deux : assurer l'ordre public, fournir des biens et des services collectifs. En bonne justice, la première fonction implique un impôt égal pour tous, puisque tous profitent également du fait que l'ordre public est assuré. Le second implique un impôt proportionnel, puisque celui qui consomme plus, utilise une plus grande quantité des services financés par l'Etat. **Au-delà de ces deux fonctions et de ces deux modes de calcul, l'impôt est une violence.** Les impôts progressifs (impôt sur le revenu, ISF...) violent à l'évidence le principe de l'égalité devant la loi. Ils reviennent à exiger de certains contribuables, en échange des mêmes prestations, des sommes arbitrairement supérieures".

Bernard Le Vaillant